

APERÇU DES BESOINS HUMANITAIRES NIGER

CYCLE DE PROGRAMMATION
HUMANITAIRE

2023

PUBLIÉ EN JANVIER 20223



À propos

Ce document est consolidé par OCHA pour le compte de l'Équipe humanitaire pays et les partenaires. Il présente une compréhension commune de la crise, notamment des besoins humanitaires pressants, du nombre estimé de personnes ayant besoin d'assistance. Il constitue une base factuelle aidant à informer la planification stratégique conjointe de la réponse.

PHOTO DE COUVERTURE

Ménage sur le site de relocalisation de personnes affectées des inondations de 2020, Niamey, Commune V, août 2022
Crédit : OCHA/Abdoulaye Hamani

Les désignations employées et la présentation des éléments dans le présent document ne représentent pas l'opinion ou l'avis du Secrétariat Général des Nations Unies.

Pour les plus récentes mises à jour



OCHA coordonne l'action humanitaire pour s'assurer que les personnes affectées par une crise reçoivent l'assistance et la protection dont elles ont besoin. OCHA s'emploie à lever les obstacles empêchant l'assistance humanitaire d'atteindre les personnes affectées par les crises et mobilise des ressources pour les acteurs humanitaires.

www.unocha.org/niger

twitter.com/OCHA_Niger?lang=fr

Humanitarian RESPONSE

Le site de la réponse humanitaire est destiné à être le site Web central des outils et des services de gestion de l'information permettant l'échange d'informations entre les clusters et les membres de l'IASC intervenant dans une crise.

www.humanitarianresponse.info/fr/operations/niger



Humanitarian InSight aide les décideurs en leur donnant accès à des données humanitaires essentielles. Il fournit les dernières informations vérifiées sur les besoins et les réalisations.

www.hum-insight.com



Le FTS (Financial Tracking Service) géré par OCHA, est le premier fournisseur de données continuellement mises à jour sur le financement humanitaire dans le monde et un contributeur majeur à la prise de décision stratégique en faisant ressortir les lacunes et les priorités, et en contribuant ainsi à l'efficacité et à l'efficacité d'une assistance humanitaire fondée sur des principes.

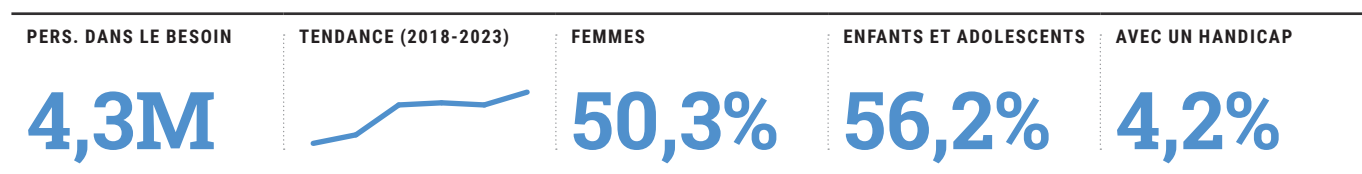
fts.unocha.org

Table des matières

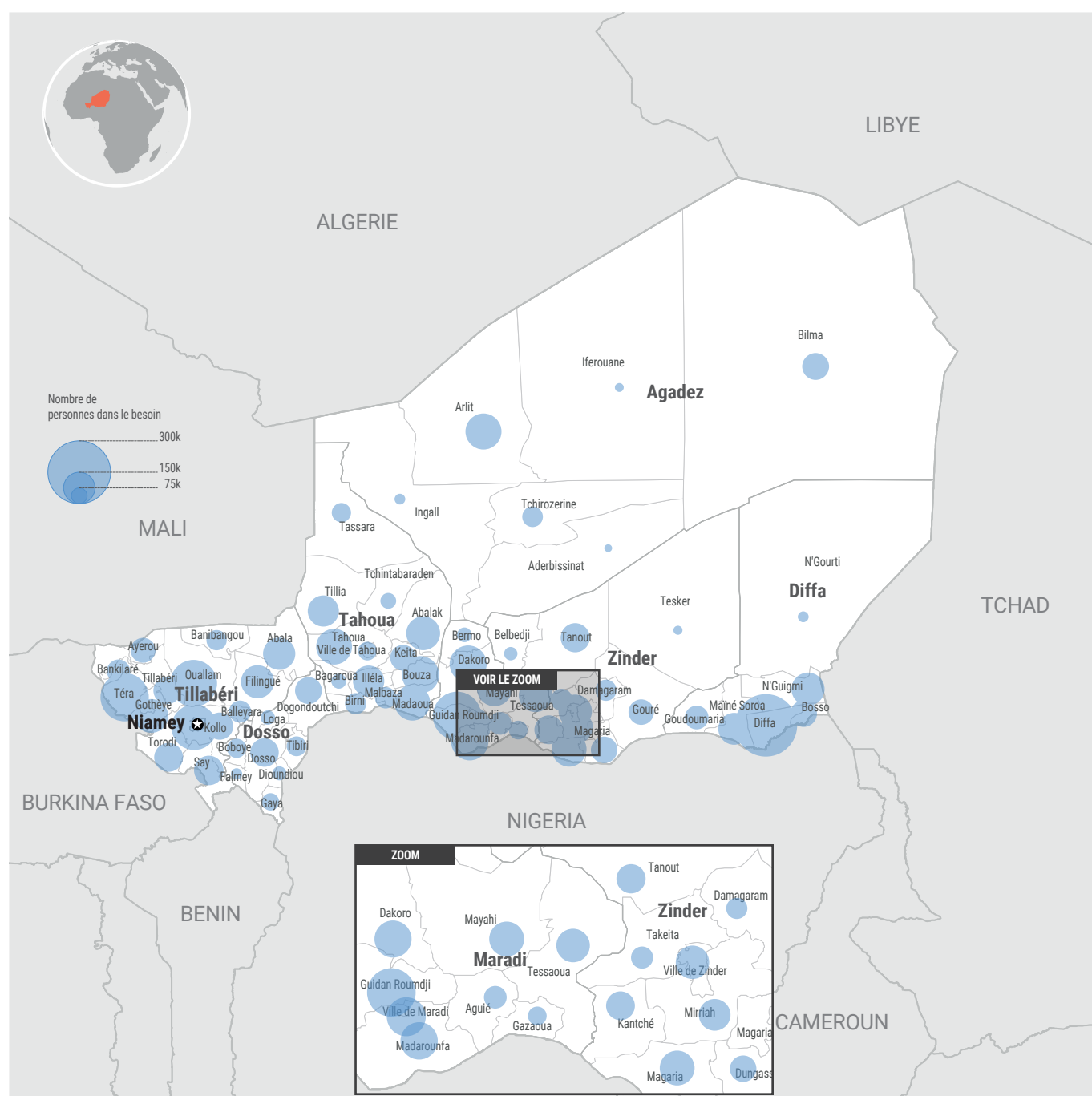
04	Résumé des besoins humanitaires
10	Partie 1 : Aperçu de la crise
11	1.1 Contexte de la crise
13	1.2 Chocs
16	1.3 Portée de l'analyse
17	Partie 2 : Impact et analyse des besoins
18	2.1. Impact de la crise
25	2.2. Analyse des besoins
34	2.3. Nombre de personnes dans le besoin
37	Partie 3 : Analyse de risques et suivi de la situation et des besoins
37	3.1 Analyse de risques
43	3.2 Suivi de la situation et des besoins
46	Partie : 4 Annexes
47	4.1 Impacts intersectoriels
52	4.2 Méthodologie
58	4.3 Lacunes et limitations des informations
60	4.4 Acronymes
61	4.5 Analyse sectorielle
62	4.6 Notes de fin

Résumé des besoins humanitaires

Chiffres 2023



Personnes dans le besoin par Département



PIN par groupe de population

GROUPE DE POPULATION	PERS. DANS LE BESOIN
Personnes non déplacées	3,4M <div></div>
Personnes déplacées internes	377k <div></div>
Réfugiés	251k <div></div>
Migrants	213k <div></div>
Retournés	38k <div></div>

Par âge

GROUPES	PERS. DANS LE BESOIN	% PIN
Enfants (0 - 17 ans)	2,4M <div></div>	56,2%
Adultes (18 - 59)	1,7M <div></div>	39,7%
Personnes âgées (59+)	177k <div></div>	4,1%

Par genre

GENRE	PERS. DANS LE BESOIN	% PIN
Hommes	2,1M <div></div>	49,7%
Femmes	2,2M <div></div>	50,3%

Avec un handicap

GROUPES	PERS. DANS LE BESOIN	% PIN
Personnes vivant avec un handicap	178k <div></div>	4,2%

Groupes les plus vulnérables par seuil de sévérité

Milliers de personnes (k)

Millions de personnes (M)

GROUPE VULNÉRABLE	PERS. DANS LE BESOIN	DONT : MINIM	STRESS	SÉVÈRE	EXTRÊME	CATASTROPHIQUE	FACTEURS ASSOCIÉS	LIEUX
Personnes déplacées internes	377k	-		70k	307k	-	Conflits, inondations	Diffa, Maradi, Niamey, Tahoua et Tillabéri
Réfugiés	251k	-	851	79k	172k	-	Conflits	Agadez, Diffa, Maradi, Niamey, Tahoua, Tillabéri et Zinder
Retournés	38k	-		6k	32k	-	Conflits	Diffa, Tahoua
Migrants	213k	-	101k	111k	18	-		Agadez, Diffa, Maradi, Niamey, Tahoua et Zinder
Personnes non déplacées	3,4M	-	629k	2M	1M	-	Conflits	Agadez, Diffa, Dosso, Maradi, Niamey, Tahoua, Tillabéri et Zinder

Estimation du nombre de personnes dans le besoin

POPULATION TOTALE



PERSONNES AFFECTÉES



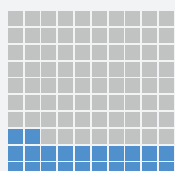
PERSONNES DANS LE BESOIN (PIN)



PAR SECTEUR

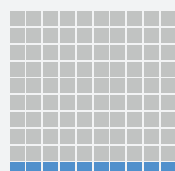
ABRIS/BNB

927K



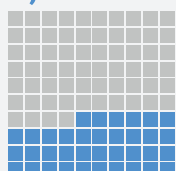
ÉDUCATION

444K



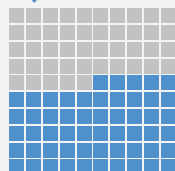
EHA

1,5M



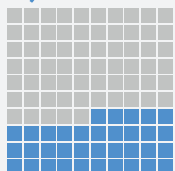
NUTRITION

2,3M



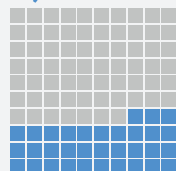
PROTECTION

1,5M



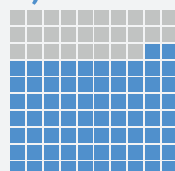
SANTÉ

1,4M



SECURITE ALIMENTAIRE

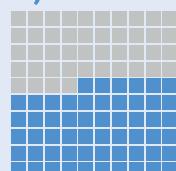
3,1M



PAR ÂGE & SEXE

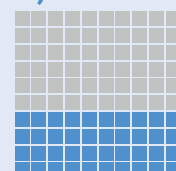
ENFANTS <18 ANS

2,4M



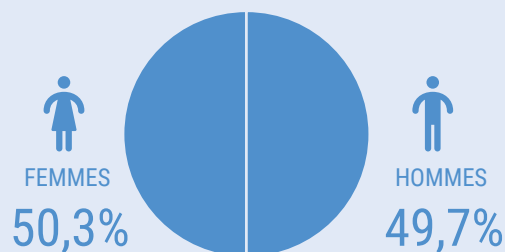
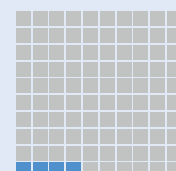
ADULTES 18-59 ANS

1,7M

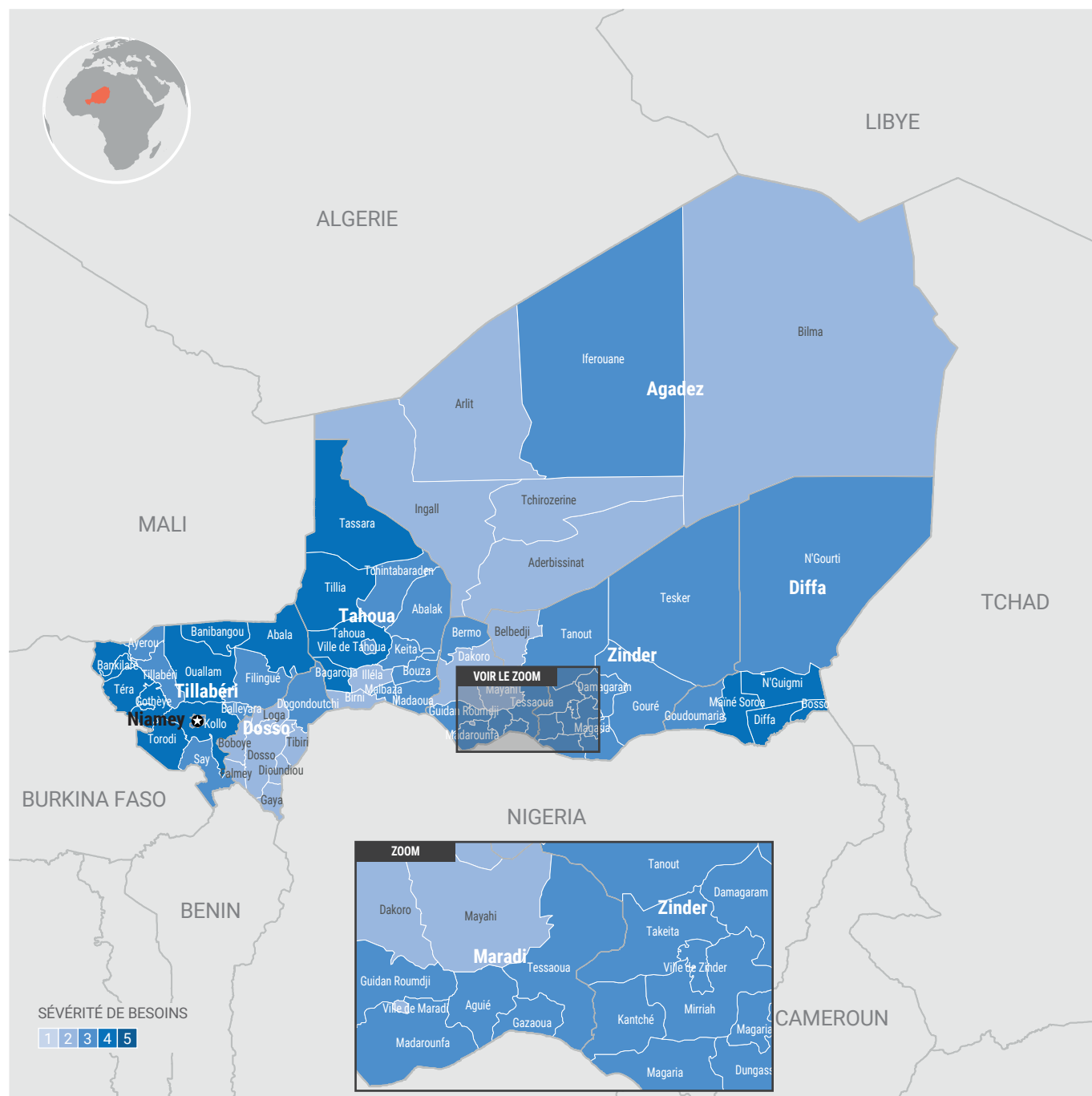


PERS. ÂGÉES 59+ ANS

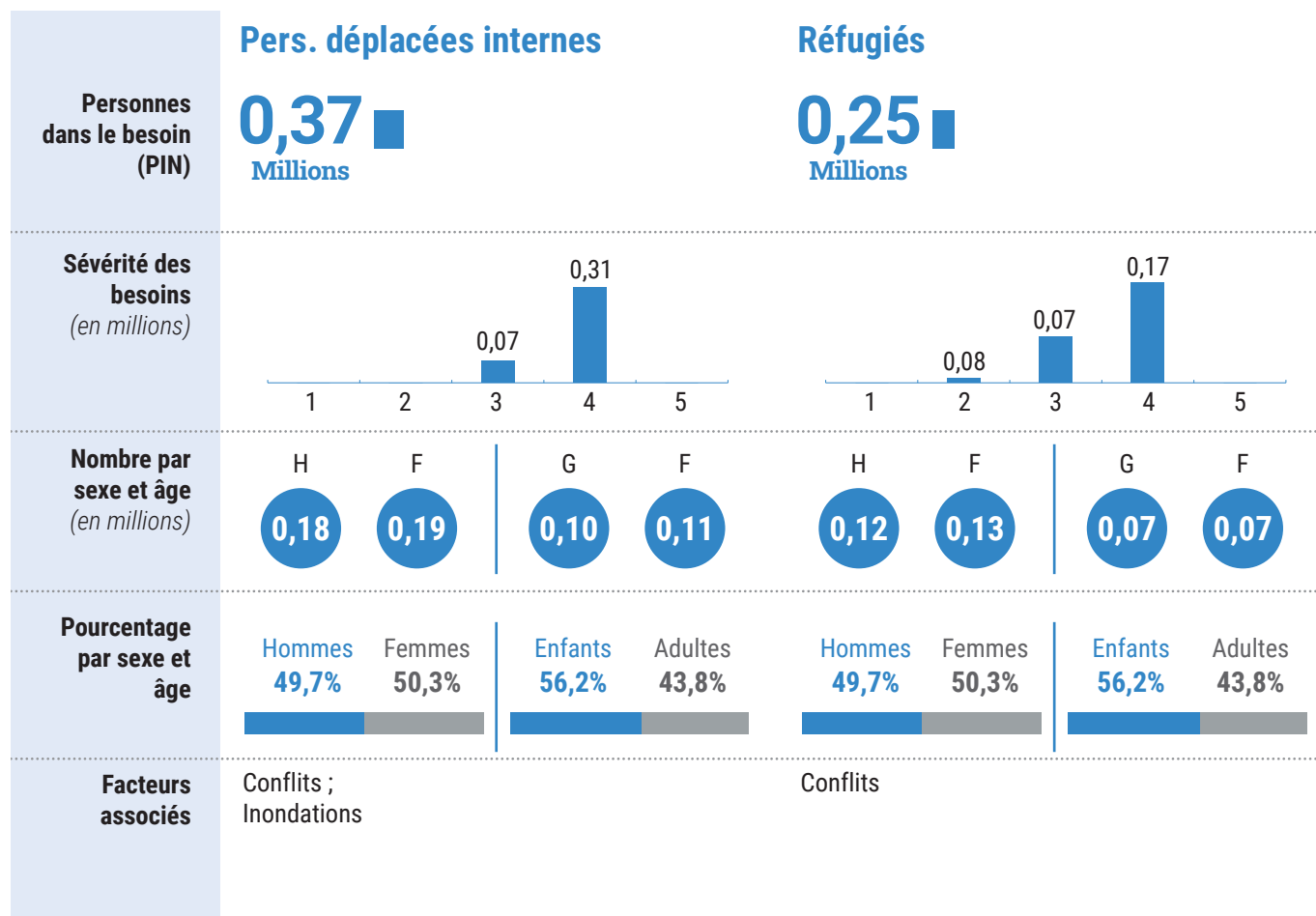
174k



Sévérité intersectorielle par Département



Nombre de personnes dans le besoin



Source : Evaluation MSNA 2022, Cadre harmonisé Novembre 2022, Enquête SMART 2022, Partenaires humanitaires

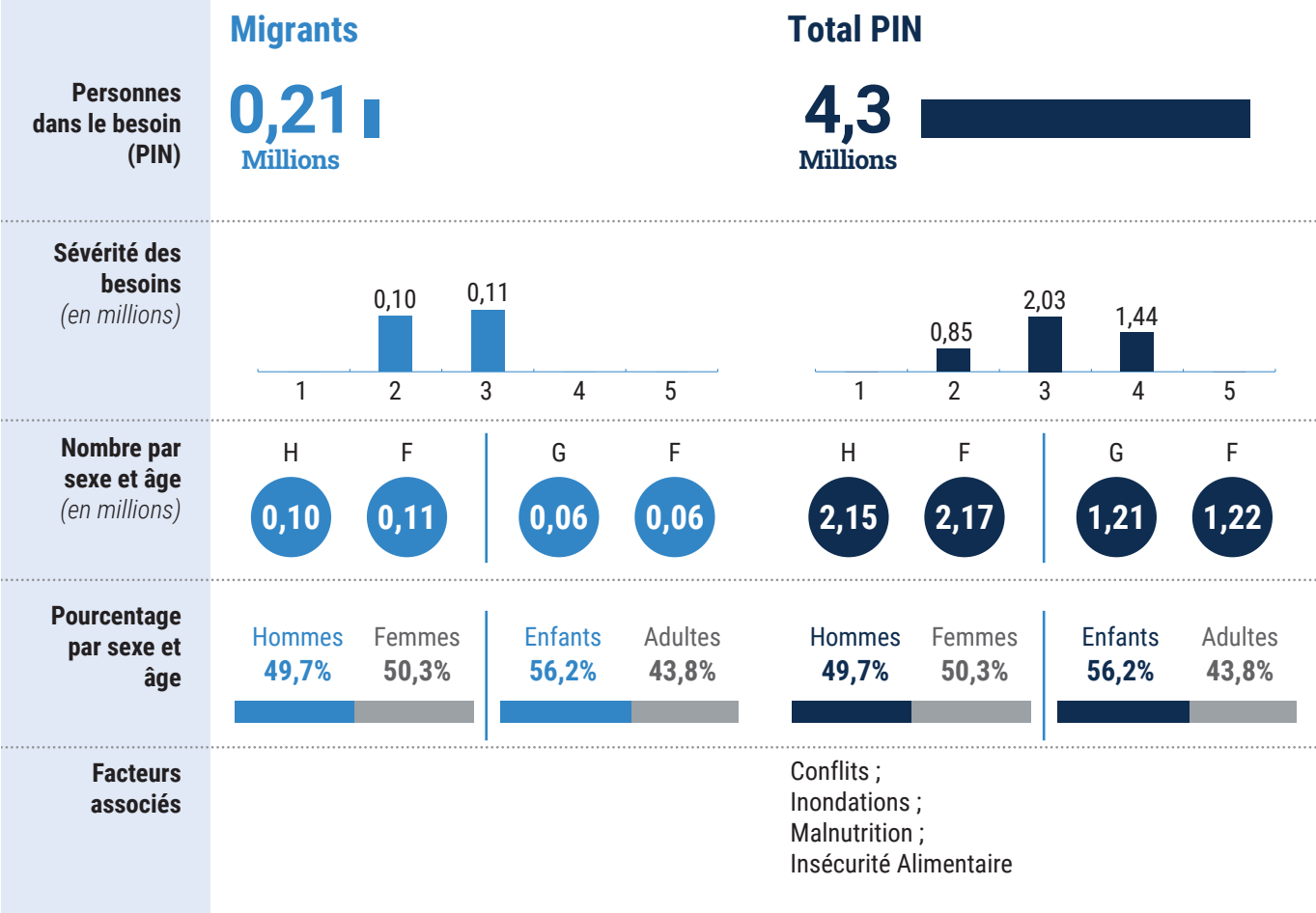
Légende

Personnes dans le besoin (PIN) : nombre de personnes dans le besoin désagrégé par catégorie de population

Personnes affectées par seuil de sévérité des besoins : personnes dans le besoin les plus vulnérables vivant dans des départements dont le niveau de sévérité des besoins varie de 1 à 5

Nombre par sexe et âge : nombre de personnes dans le besoin (PIN) désagrégé par sexe et âge.

% par sexe et âge : pourcentage de personnes dans le besoin (PIN) désagrégé par sexe et catégorie d'âge

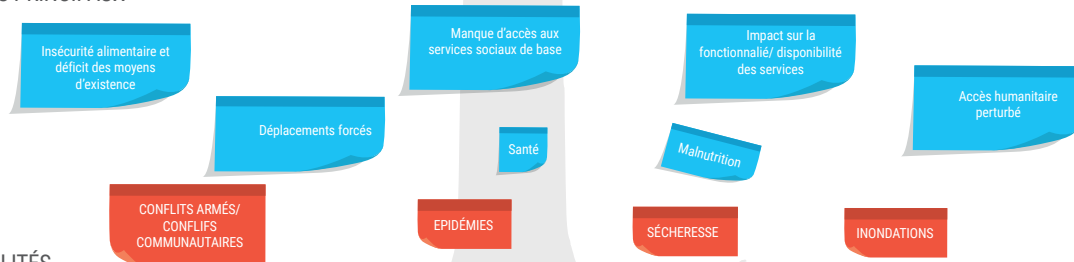


Partie 1 : Aperçu de la crise

EFFETS

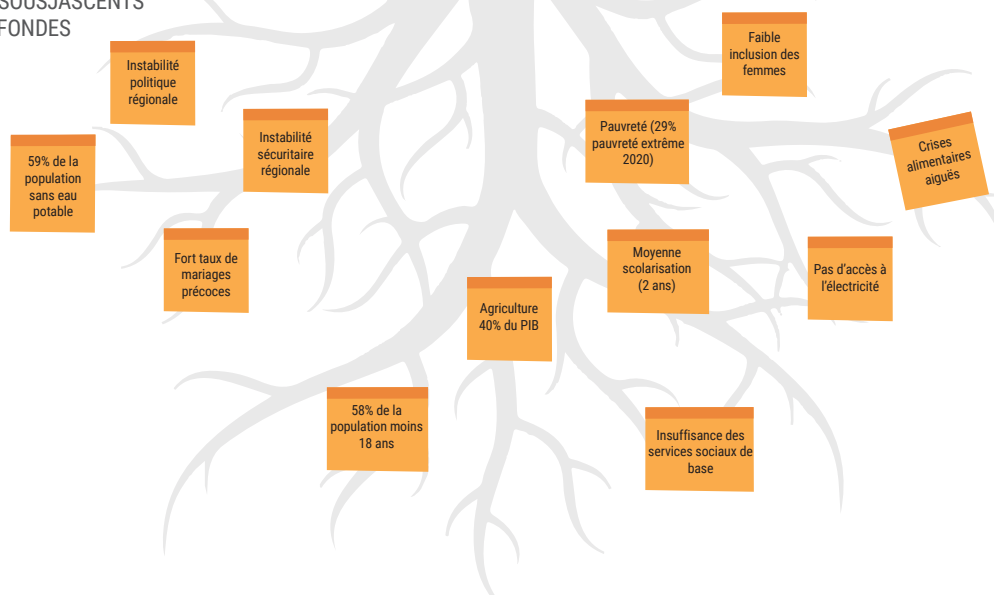


PROBLÈMES PRINCIPAUX



VULNÉRABILITÉS

PROBLÈMES SOUSJACENTS CAUSES PROFONDES



1.1

Contexte de la crise

Pour une analyse détaillée du profil politique, socio-culturel, démographique, économique, juridique, environnemental, et sécuritaire, se référer à [l'Aperçu des Besoins Humanitaires 2022](#).

Les développements saillants survenus entre 2021 et 2022 sont :

Profil Politique

Le Niger a réussi une transition politique pacifique suivie de l'adoption par le nouveau Gouvernement, le 13 mai 2021, de la déclaration de politique générale autour de 7 grands axes en vue d'améliorer la gouvernance politique (sécurité et quiétudes sociales, bonne gouvernance et consolidation des institutions républicaines, développement du capital humain, modernisation du monde rural, développement des infrastructures économiques, solidarité et inclusion socio-économique des catégories en situation de vulnérabilité). (PDES 2022-2026, volume I, P : 114).

Cadre juridique et judiciaire

La poursuite de la mise en œuvre de la politique nationale de justice et droits humains (2015-2025), adoptée par le Gouvernement le 25 juin 2015 à travers des actions majeures définies qui sont : promouvoir l'accès équitable à la justice y compris par l'assistance juridique et judiciaire et l'opérationnalisation des nouveaux tribunaux créés au niveau des chefs-lieux des départements, renforcer la promotion et la protection des droits humains et les libertés fondamentales, améliorer la gestion du milieu carcéral et renforcer la lutte contre la corruption, le blanchiment des capitaux et les infractions assimilées¹.

Cette année, Il y a eu une avancée dans l'application de la loi 078 de 2018 avec l'arrêté n°04/MAH/GC/SG/DL du 28 février 2022 portant désignation des membres du Comité de Coordination nationale de protection et d'assistance aux PDI ainsi que l'arrêté n°05/MAH/GC/SG/DL du 28 février 2022 portant création d'un groupe

de travail sur les déplacements de population, retours et solutions durables.

Profil sécuritaire

La persistance de l'insécurité perpétrée par les groupes armés non étatiques et les cas de banditisme le long des frontières avec le Nigéria (Diffa et Maradi), le Burkina Faso et le Mali (Tillabéri et Tahoua). Les conflits inter et intra-communautaires continuent et sont amplifiés par la présence des GANE, la faiblesse de l'état et des mécanismes traditionnels de prévention et de règlement sur fond de stigmatisation. Le pays continue aussi d'enregistrer de graves violations des droits humains tels que les enlèvements, les meurtres, les vols de bétails, les extorsions et la pose d'engins explosifs improvisés (EEI) dans ces zones affectées susmentionnées.

Profil économique

Le secteur agricole génère en moyenne 40% du PIB du pays. Ce secteur a connu une baisse de 4,5% en 2021 alors qu'il avait connu un taux d'accroissement moyen de 6,1% sur la période de 2017-2020. Cette diminution est en lien avec la forte baisse de la production céréalière (-38,9%) en 2021, partiellement compensée par la hausse de 11,9% de la production des cultures irriguées². En 2021 la croissance du secteur secondaire a baissé à 4,1% reflétant le repli de la production d'uranium induit par la fermeture de la COMINAK.

Selon la Banque Africaine de Développement, la croissance économique du Niger devrait s'accélérer en 2022 et 2023 pour atteindre 6,5% et 7,2%³, tirée par l'agriculture et soutenue par la nouvelle initiative agricole «3N» « Les Nigériens nourrissent les Nigériens », la poursuite des investissements publics dans les infrastructures et l'augmentation des IDE dans le secteur extractif. La croissance du pétrole, qui a été faible ces deux dernières années, devrait atteindre 20,6% et 86,2% en 2022 et 2023.

Toutefois, ces bonnes perspectives économiques restent soumises à des risques substantiels découlant de la situation sécuritaire, de la conjoncture internationale notamment les impacts de la crise ukrainienne et du changement climatique.

Technologie et infrastructures :

- ✓ Selon le rapport d'enquête auprès des inspections primaires, à la fin de 2021, il a été enregistré 18 246 écoles primaires sur l'ensemble du territoire contre 18 277 en 2020, soit une baisse de 30 écoles. En ce qui concerne le secondaire, 1 937 établissements fonctionnels ont été enregistrés entre 2020-2021 contre 1 911 établissements entre 2019-2020, soit une augmentation de 26 établissements⁴.

En 2022, plus de 890 écoles restent fermées dont 817 écoles pour la seule région de Tillabéri qui reste la plus touchée suivi par la région de Diffa, aussi 94 structures de santé sont fermées à la suite des attaques des GANE.

- ✓ l'augmentation du nombre d'abonnés mobiles réguliers. En moyenne d'un million par an, il a été noté une augmentation sensible d'environ

deux millions huit cent mille abonnés en 2021 (par rapport à 2020) contrairement au parc d'abonnés fixes qui a régressé de 13% par rapport à 2020. En ce qui concerne l'internet, l'augmentation du nombre d'abonnés entre 2020 et 2021 est respectivement de 6 millions et 8 millions d'abonnés⁵.

Environnement

La poursuite de l'amenuisement des superficies cultivables du fait des pressions, climatiques, anthropiques et démographiques. A titre illustratif, selon la MSNA 2022, 25% des personnes non déplacées vulnérables enquêtées affirment avoir constaté une diminution de leurs terres cultivables par rapport à l'année précédente en raison de la dégradation des terres et 46% des personnes disent que cette diminution est liée au manque d'intrants (engrais, semences).

TORODI/TILLABÉRI, NIGER

Site de personnes déplacées internes, mai 2022.

Crédit : OCHA/Laura Fultang



1.2

Chocs⁶

Le Niger est extrêmement vulnérable à des chocs de nature diverse, notamment l'insécurité et la violence persistante perpétrées contre les civils par des groupes armés non étatiques, surtout dans les zones frontalières d'avec le Nigéria, le Tchad, le Burkina Faso et le Mali. Les aléas climatiques, notamment les sécheresses et les inondations, sont également des chocs récurrents, de même que les attaques d'ennemis des cultures. Le Niger fait également face à différentes épidémies. Ces chocs sont exacerbés par la faible résilience des communautés, et la pauvreté endémique (41,8%⁷ en 2021), la pression démographique galopante (+3,7%⁸ taux de croissance démographique), le faible accès aux infrastructures et services sociaux de base et aux opportunités économiques (16% de chômage⁹).

Conflits

Les conflits et autres violences au Niger sont la principale raison des déplacements forcés et des besoins d'assistance et de protection des populations. Déjà source de tension voire de violences entre éleveurs et agriculteurs, la question des problèmes fonciers et d'accès aux ressources naturelles et hydrauliques, tout comme l'enjeu de la transhumance, sont aujourd'hui exacerbés par la présence et les incursions régulières des groupes armés non étatiques depuis le Mali, le Nigeria et le Burkina Faso. Les régions les plus affectées sont Diffa, Tillabéri, Tahoua et la région de Maradi où la situation sécuritaire est plus affectée par les actes de banditisme. En 2022, la dégradation de la situation sécuritaire à la frontière du Bénin a provoqué des mouvements de population vers Dosso, une région qui avait jusque-là été épargnée.

Aléas climatiques

Les perturbations liées aux changements climatiques se traduisent au Niger par l'exacerbation des phénomènes météorologiques extrêmes tels que les inondations et des sécheresses. Selon la Banque Mondiale, le Niger, avec le Mali et le Tchad, figurent parmi les 7 pays les plus vulnérables au changement climatique dans le

monde. Leur capacité d'adaptation est fortement limitée par la pauvreté et la fragilité due à la dégradation des terres et la désertification¹⁰.

✓ Sécheresse

La sécheresse peut survenir dans toutes les zones agro écologiques (agricoles et pastorales) du Niger du fait d'un déficit pluviométrique ou d'une mauvaise répartition des pluies dans le temps et l'espace. Dans certaines zones du Niger, la sécheresse est devenue un phénomène récurrent. Elle est souvent exacerbée par des feux de brousse qui déciment le pâturage et la flore privant le bétail de végétation indispensable à son alimentation. En moyenne, 4 millions de personnes (communautés en général) sont touchées chaque année par la sécheresse, notamment les zones situées le long de la limite nord des cultures des régions de Tahoua, Maradi, Tillabéri, Zinder et Diffa, mais ce nombre peut être considérablement plus élevé pendant les années de grave sécheresse¹¹. Le phénomène de désertification s'intensifie lié au changement climatique, mais aussi à cause de l'extension des zones de culture, de la surexploitation des ressources naturelles¹² au profit des espaces de culture. Au Niger, chaque année 100 000 ha de terres cultivables sont perdus à cause de l'érosion des sols¹³.

✓ Inondations

Conséquence du réchauffement climatique, des conditions d'habitation précaires et de l'absence et ou du non-respect des politiques d'urbanisation les précipitations et les crues des rivières et fleuves, sont à l'origine d'inondations récurrentes et graves. Entre 1973 et 2019, environ 2 880 inondations ont été répertoriées, en particulier dans le sud-ouest du pays. Sur les 24 dernières années, 3 115 290 personnes ont été affectées, avec la plupart des dommages constatés dans la période 2010-2020. Sans atteindre le niveau de 2020, les inondations de cette année ont aussi provoqué des dégâts considérables. En effet, au 23 octobre 2022, le gouvernement a rapporté plus de 327 000 personnes sinistrées dont 195 décès. Le nombre de décès dû aux

inondations cette année est plus du double du nombre de décès enregistrés en 2020 qui était de 80. De plus, la crue exceptionnelle de la rivière Komadougou dans la région de Diffa a occasionné des inondations sans précédent, ce qui amena les autorités à déclarer, le 21 octobre 2022, l'état de catastrophe naturelle.

Épidémies

Le Niger est confronté à plusieurs épidémies qui sont régulièrement rapportées à travers le système de surveillance des maladies à déclarations obligatoires. L'accès aux soins de santé resté limité, seuls 49,1%¹⁴ de la population bénéficient d'une couverture sanitaire en 2021. L'insalubrité, l'insuffisance d'accès à l'eau potable liée aux épisodes de sécheresse et d'inondations et le manque d'infrastructure suffisant ainsi que les mauvaises conditions de l'hygiène sont des facteurs susceptibles d'être à la base de la résurgence de certaines épidémies. Comparativement à l'année dernière, la situation ne semble pas s'améliorer pour ce qui est de la rougeole et du paludisme.

A titre illustratif, de janvier à octobre 2022, un total de 12 686 cas de rougeole (semaine du 3 octobre) était notifié avec 24 décès contre 9 999 cas avec 29 décès à la même période en 2021, pour le paludisme, 4 198 547 de cas notifiés (semaine du 9 octobre), contre 3 060 692 cas à la même période en 2021.


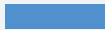





Les régions de Zinder et Tahoua ont notifié le plus grand nombre de cas, respectivement 1 034 042 et 801 019 cas.

Depuis 1990, des épidémies importantes de choléra ont été enregistrées notamment en 1991, 1996, 2004 et 2010-12, 2014-15, 2018, 2021. Contrairement à 2021, seulement 2 régions (contre 6 l'année précédente) ont été affectées par l'épidémie de choléra cette année (Maradi et Zinder). Au 27 octobre 2022, 68 cas de choléra étaient rapportés dont deux décès : 40 cas et 1 décès à Maradi et 18 cas et 1 décès à Zinder.

Malgré une accalmie tout au long de l'année, le Niger a connu une légère flambée des cas de covid-19 au mois d'août 2022. Le renforcement des mesures sanitaires a permis de maîtriser la situation. Au 6 novembre, le pays enregistrait un total de 9 440 cas positifs dont 314 décès.

Impact de la crise humanitaire

Milliers de personnes (k)

ANNÉE	PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES	% ENFANTS
2016	121,4k 	55%
2017	129,0k 	55%
2018	157,8k 	55%
2019	191,9k 	55%
2020	298,5k 	55%
2021	263,7k 	55%
2022	376,8k 	56%

Impact : Personnes déplacées internes par département



1.3

Portée de l'analyse

L'analyse des besoins humanitaires concerne l'ensemble des régions du Niger. C'est dans les régions de Diffa, Maradi, Tahoua et Tillabéri frontalières avec le Mali, le Burkina Faso et le Nigéria que la majeure partie des problématiques humanitaires et leurs impacts sont les plus importants. Cette analyse est centrée autour des principaux facteurs de la crise humanitaire actuelle à savoir les groupes/sous-groupes des personnes vulnérables les plus affectées. Les principaux chocs retenus pour l'analyse des besoins 2023 sont les conflits armés, la sécheresse et les inondations. Outre ces principaux chocs, en fonction des spécificités des régions, il a été retenu les épidémies, les épizooties, les conflits intercommunautaires, les feux de brousse. L'analyse de l'impact des chocs sur les populations a permis de faire ressortir quatre groupes de populations les plus affectées : les personnes déplacées internes, les réfugiés, les populations hôtes et les retournés.

Afin de connaître l'évolution du contexte, les chocs qui affectent les différents groupes de population par département et faire des projections pour l'année 2023,

des ateliers régionaux, qui ont connu la participation des différentes parties prenantes (gouvernement, acteurs humanitaires bénéficiaires et acteurs étatiques), ont été organisés dans quatre régions du pays (Diffa, Maradi, Tahoua, Tillabéri). En plus de ces ateliers régionaux, des ateliers d'analyse des risques, intersectorielle et un atelier national de validation des résultats clés et définition des axes stratégiques d'intervention ont été successivement organisés au niveau national.

Par ailleurs, notons qu'une évaluation multisectorielle (MSNA) a été menée par IMPACT dans le cadre de la coordination humanitaire entre le mois de juin et août 2022. Les résultats de cette évaluation ont été utilisés par certains secteurs (Education, ABNA, Protection, EHA) pour déterminer le nombre de personnes dans le besoin et la sévérité des besoins des ménages par catégories de populations. En plus de cette évaluation, d'autres sources de données ont été utilisées telles que l'enquête SMART de novembre 2022, le cadre harmonisé de novembre 2022, les rapports de monitoring de protection, ...

Matrice sur la portée de l'analyse

	Groupe de population				
	Personnes déplacées internes	Réfugiés	Migrants	Retournés	Communauté hôte
Agadez	Non	Oui	Oui	Non	Oui
Diffa	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Dosso	Non	Non	Non	Non	Oui
Maradi	Oui	Oui	Oui	Non	Oui
Niamey	Oui	Oui	Oui	Non	Oui
Tahoua	Oui	Oui	Oui	Oui	Oui
Tillabéri	Oui	Oui	Non	Non	Oui
Zinder	Non	Oui	Oui	Non	Oui

Partie 2 :

Impact et analyse des besoins

TORODI/TILLABÉRI, NIGER

Enfant déplacé sur le site des PDI à Torodi, mai 2022.

Crédit : OCHA/Laura Fultang



2.1

Impact de la crise

2.1.1

Impact sur l'accès humanitaire

L'insécurité, l'état des routes et les conflits armés ont créé des conditions rendant plus difficile pour les populations, l'accès aux services sociaux de base et à l'assistance humanitaire et pour les travailleurs humanitaires l'accès aux populations dans le besoin. Les affrontements armés entre les Forces de Défense et de Sécurité et les groupes armés non-étatiques (GANE), la présence d'engins explosifs improvisés (EEI), la criminalité opportuniste contre les travailleurs humanitaires et leurs biens, ont rendu les mouvements des organisations humanitaires plus dangereux et augmenté les coûts des opérations.

En réponse à cette insécurité et pour limiter la mobilité des GANE, l'État nigérien a imposé des mesures de restrictions de mouvements, liées à l'état d'urgence dans quelques départements des régions de Diffa, Tahoua et Tillabéri. Ces mesures incluent des restrictions temporaires aux mouvements de motos, fermetures des stations-service et des agences de transfert monétaire. Le fonctionnement des organisations humanitaires sur le terrain est entravé et les populations affectées ont vu leur capacité à se déplacer pour accéder à des services sociaux de base (santé, d'éducation, ou autres) considérablement restreinte à cause de ces mesures.

La dépendance aux escortes armées pour aller dans certaines zones pour certains partenaires et la forte recommandation par certaines autorités locales ont engendré des discussions et des besoins de clarification d'approche entre les acteurs humanitaires.

Les zones difficiles à accéder, surtout frontalières avec le Mali, le Burkina Faso et la région du Lac Tchad, ont contraint les acteurs humanitaires à chercher des alternatives, pour continuer leurs activités en même temps qu'elles renforcent leur stratégie de plaidoyer et leur capacité de négociation.

Dans un certain nombre d'instances, les autorités locales ont insisté à ce que l'assistance soit donnée après le retour des personnes déplacées à leur lieu d'origine et non pendant leur déplacement, posant des contraintes administratives aux humanitaires.

Le ciblage et la destruction des infrastructures d'éducation, santé et marchés par les GANE a eu un impact sur les populations locales mais aussi sur les acteurs humanitaires, qui ont été chaque fois qu'ils le pouvaient obligés d'y remédier ou de trouver des alternatives d'urgence (éducation d'urgence, distribution de vivres au lieu de cash etc.).

L'accès physique est impacté par l'état des routes qui est généralement affecté par les inondations et la visibilité aérienne est réduite lors de la saison sèche (Harmattan) à la base de nombreuses annulations de vols sur certaines régions.

Outre les impacts sur l'accès à l'intérieur du pays, il faut également noter des défis liés à la situation géopolitique régionale et globale. La dépendance du Niger et des acteurs humanitaires pour l'approvisionnement en biens alimentaires et non-alimentaires (abris, carburant, autres), des pays voisins qui se trouvent en condition d'insécurité encore pire, a été un autre facteur de fragilité. Aussi, la guerre en Ukraine a déjà eu un effet négatif sur les prix des biens importés.

2.1.2

Impact sur les populations

Chacun des chocs ci-dessus identifiés par la communauté humanitaire s'est matérialisé avec des effets et impacts sur la population (crise alimentaire et nutritionnelle aiguë, mouvements répétés de populations, troubles psychologiques, ...). Ces crises continueront à avoir un impact important sur le bien-être et la protection. L'impact de ces crises est accru du fait des vulnérabilités chroniques, liées à des problématiques de développement et à une pauvreté

chronique des populations rurales qui sont celles qui sont également les plus touchées par les crises humanitaires. La baisse de 2,3 % du PIB par habitant en 2021 s'est traduite par une augmentation du taux d'extrême pauvreté. Selon la Banque Mondiale, le nombre de personnes extrêmement pauvres est passé de 9,8 millions à 10,5 millions¹⁵ en 2021.

La crise sécuritaire qui affecte le pays depuis près d'une décennie, aggravée par les problèmes liés aux aléas climatiques, continue de provoquer des mouvements forcés de population. Environ 628 000 personnes sont en situation de déplacement forcé dont près de 376 000 déplacées internes (PDI) et 251 000 réfugiés au 30 septembre 2022. Le nombre des personnes déplacées internes a augmenté de plus de 32% par rapport à la situation de janvier 2022. Cette crise sécuritaire continue d'exposer les civils à des violations graves des droits humains, exactions, menaces, viols, assassinats, arrestations et détentions arbitraires, recrutements forcés, etc. Elle est caractérisée par une absence de protection efficace pour un nombre important de populations dans certaines localités du pays. Le cluster protection a enregistré 2 805 incidents de protection au 30 septembre 2022 dont 537 enfants victimes de violation des droits humains au cours de la même période, soit une augmentation de 25% par rapport à la même période en 2021 et de 125% entre 2019 et 2021.

Les localités qui continuent d'être affectées par les mouvements de populations sont principalement concentrées dans les départements frontaliers avec le Burkina Faso, le Mali et le Nigeria, principalement dans les régions de Tillabéri (12 départements sur les 13 que compte la région) et Tahoua (départements de Tillia, Bagaroua et Madaoua) ont enregistré des déplacements considérables de population depuis le début de cette année 2022.

Dans la région de Tillabéri, la prorogation des mesures extrajudiciaires en lien avec l'état d'urgence dans 13/13 départements entraîne des conséquences sur la vie socioéconomique des populations ; la fermeture des maisons de transfert d'argent et de stations d'essence, l'interdiction de circulation à motos, la fermeture de marchés, entre autres, impactent non seulement la situation socio-économique des populations mais également les activités des acteurs humanitaires et

de développement. Les conséquences de l'insécurité caractérisées par les exactions, les extorsions, la dîme forcée, et les taxations illégales de toute sorte, contribuent à la fragilisation du tissu économique et social et à la paupérisation des communautés et même à des mouvements de populations.

Dans la région du bassin du lac Tchad, notamment à Diffa, la longue durée de la crise, l'affaiblissement de l'assistance et l'amélioration de la situation sécuritaire ont amené les autorités à créer de nouvelles conditions favorables à une vague de retours volontaires dans des conditions de dignité dans les villages d'origine. La première phase de retour a débuté en juin 2021. Environ 30 000 personnes avaient été ramenées dans 22 villages de la commune de Gueskérou et de Bosso. Les difficultés rencontrées quant à la mise en œuvre de cette première phase d'opération retour a poussé le gouvernement à amender l'organisation de la seconde phase de retour en entente.

La sécurité alimentaire et les moyens d'existence des ménages se sont sévèrement détériorés en 2022, du fait de la sécheresse et de la mauvaise campagne agro-pastorale de 2021, de la hausse atypique des prix des denrées (alimentaires notamment en lien avec la crise ukrainienne), et de l'insécurité. L'analyse du Cadre Harmonisé de mars 2022 a fait ressortir 4,4 millions de personnes en insécurité alimentaire sévère (Phase 3 et 4) pendant la période de soudure – une augmentation de 91% par rapport à la même période en 2021. D'autre part, le Cadre Harmonisé de mars 2022 a marqué la première fois depuis la mise en place du Cadre Harmonisé au Niger en 2012 que deux départements entiers ont été classés en Phase 4 (phase d'urgence). Plus de 1,4 millions de personnes sont également en situation nutritionnelle précaire et la malnutrition aiguë chez les enfants de moins de cinq ans dépassant les seuils d'urgence dans diverses régions.

Une nouvelle méthode d'analyse satellitaire mise en œuvre par le PAM et le gouvernement a souligné

l'impact du conflit sur l'accès aux terres cultivables et la production agricole, dans les régions de Tillabéri, Tahoua, Diffa et Maradi. En plus de limiter l'étendue des superficies emblavées en cultures céréalières, l'insécurité entrave l'aide humanitaire. Cela engendre une croissance de l'insécurité alimentaire et limite

l'accès aux services sociaux de base (rapport analyse satellitaire PAM nov 2022).

En 2023, la situation alimentaire restera préoccupante. En effet, même si la campagne agro-pastorale de 2022 s'annonce meilleure que celle de 2021, les autres facteurs de vulnérabilité persisteront ou s'accroîtront, y compris la flambée globale des prix et l'insécurité/déplacements forcés. Il faut aussi souligner que les séquelles de la campagne 2021 continueront d'impacter les ménages ayant eu recours à des stratégies d'adaptation négatives pendant la crise de 2022, qui ont des conséquences prolongées sur leurs moyens d'existence et leur capacité à se relever d'un choc (vente de terres, vente d'animaux ou de biens productifs). Les données de l'analyse du Cadre Harmonisé de novembre 2022, estime que 2 millions de personnes sont déjà en insécurité alimentaire aigüe sévère (novembre – décembre 2022) et que ce chiffre passera à 2,9 M de personnes pendant la période de soudure (juin- août 2023).

2.1.3 **Impact sur les services**

Les effets de ces crises et les mouvements répétés de population affectent également le fonctionnement des infrastructures de base, entraînant des réductions de l'accès des populations aux services sociaux de base (soins de santé, éducation, subsistance [marchés fermés et détruits], eau etc).

Le secteur de l'Éducation est le plus affecté par la crise sécuritaire et les inondations. En effet, la situation d'insécurité grandissante dans la zone des trois frontières notamment les attaques et menaces contre les infrastructures et le personnel de l'Éducation et le déplacement des populations y compris les enfants en âge scolaire ont provoqué une interruption forcée des activités éducatives. Ainsi, au 30 septembre 2022, 890 écoles sont restées fermées en plus de celles détruites par les inondations ou occupées par les ménages sinistrés. Les écoles fermées affectent ainsi plus de 78 000 enfants (DREN) qui ne peuvent jouir de leurs droits à l'éducation contre 55 978 en 2021. Ainsi, les enseignants et personnels pédagogiques, se retrouvent dans l'incapacité d'exercer leurs activités. La région de Tillabéri est la plus touchée avec 817 sur les 890 écoles qui demeurent fermées. Avec le nombre croissant

d'écoles fermées, il y a aussi un manque de modalités d'apprentissage alternatives pour les enfants les plus vulnérables, en particulier les enfants vivant dans des zones reculées ou dans des zones non accessibles par les partenaires en raison de la situation sécuritaire ou des inondations. 52% des ménages interrogés dans le MSNA 2022 ont indiqué que leurs enfants ne disposaient d'aucun système d'éducation à distance (Ce chiffre pourrait être en réalité plus important, la MSNA n'ayant pu être conduite dans les communes les plus impactées par la crise sécuritaire).

Cette fermeture des écoles risque, en plus de l'analphabétisme, d'exposer les enfants à des risques divers comme leur utilisation dans les travaux domestiques, mariages forcés, et dans les zones de conflits, les risques d'enrôlement dans les groupes armés non étatiques. En 2023, le cluster Education estime que 444 290 personnes dont 96% sont des enfants en âge scolaire, 50% de filles et 49% de garçons auront besoin d'éducation en situation d'urgence.

Du côté sanitaire, 94 structures de santé sont fermées à la suite des attaques¹⁶ des GANE privant des milliers de personnes d'un accès facile aux structures de soins de santé. Selon la MSNA de 2022, 33% des ménages PDI affirment n'avoir pas eu accès aux soins de santé à cause du manque de médicament, traitement ou service spécifique nécessaire et 7% à cause de l'absence de centres de santé à proximité (MSNA 2022). La principale barrière à l'accès aux soins demeure les ressources financières. Près de 69 pour cent des ménages déplacés internes affirment ne pas pouvoir payer le coût du traitement et les retournées 52 pour cent de ménages ont identifiées l'impossibilité de payer les frais de la consultation.

La distance a aussi été évoqué comme contrainte d'accès. Par exemple, 50% de femmes PDI affirment avoir accouché, au cours des deux dernières années, d'un enfant en vie à la maison, dans la maison de quelqu'un d'autre, ou en brousse. La région de Diffa (53 pour cent) et la région de Tillabéri (48 pour cent) sont les régions les plus affectées par cette problématique. Les raisons principales mentionnées sont l'impossibilité de se rendre à temps à un centre de santé (25 pour cent) et pour 15 pourcent de ménages, c'est parce qu'il n'y a pas de centre de santé à proximité, les exposants ainsi à des dangers en cas de complication.

La détérioration des infrastructures n'est pas seulement due à l'insécurité, les inondations qui avaient été provoquées par les pluies diluviennes ont également détruit plus de 37 800 habitations (maisons/cases), 2302 aires de cultures inondées et 232 greniers et 126 classes endommagées. Les conséquences de ces précipitations ont affecté le pouvoir d'achat des ménages très pauvres et leurs capacités à accéder à la nourriture et à un logement décent.

2.1.4 Analyse des marchés

Comme les autres services et infrastructures de base, les marchés sont vulnérables face aux effets des chocs.

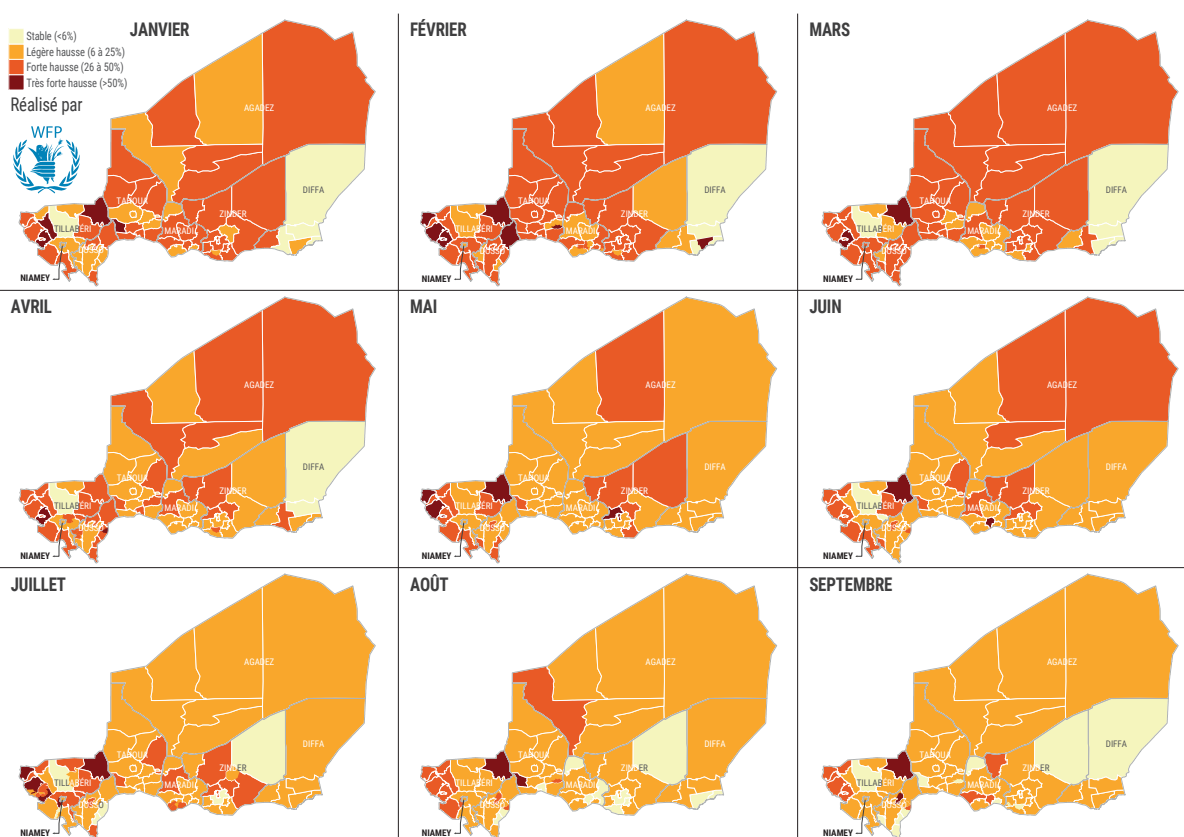
1- Crise des prix alimentaires en 2022 et perspectives pour 2023

Comme la plupart des pays de la région et du monde, le Niger a vécu en 2022 une crise majeure des prix. La hausse atypique des prix, qui avait commencé dès

fin 2020 suite au COVID19, s'est fortement accentuée en 2022, notamment suite à la crise en Ukraine et à la mauvaise campagne agricole de 2021 au Niger.

Dès avril 2022, bien avant la période de soudure traditionnelle lors de laquelle les prix atteignent leur maximum (juin- août), le prix moyen national du mil était déjà aussi élevé qu'en août l'année précédente. De janvier à juin 2022, le prix du mil - la principale céréale consommée au Niger - a enregistré des hausses comprises entre 20 et 35% par rapport à la moyenne des 5 dernières années dans presque toutes les régions du pays. A partir de juillet, l'écart avec la moyenne quinquennale a diminué quelque peu, même si les prix ont continué à augmenter en valeur absolue, conformément à la norme saisonnière. Des hausses de plus de 50% par rapport à la moyenne quinquennale ont également été observées tout au long de l'année dans certaines zones proches de la frontière avec le Mali et le Burkina Faso, qui ont été les plus durement touchées non seulement par la sécheresse en 2021 et en 2022, mais aussi par l'insécurité.

Ecart du prix du mil par rapport à la moyenne quinquennale mensuelle : Evolution au cours des mois de janvier à septembre 2022



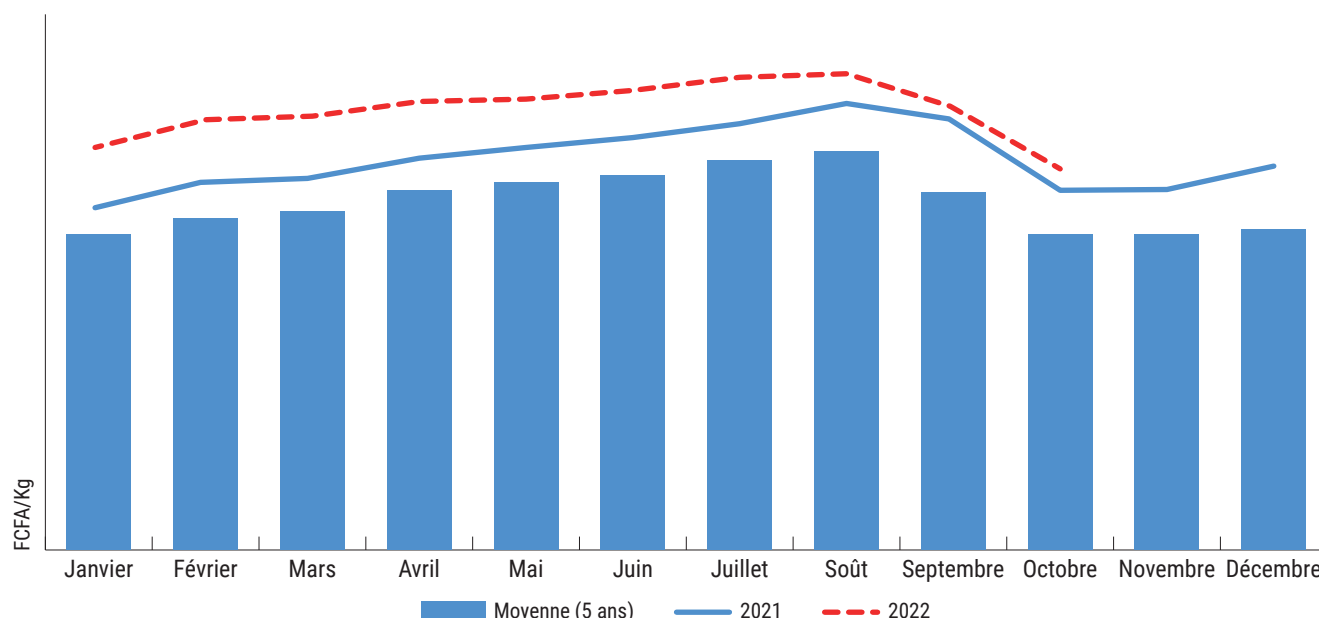
Ecart du prix du mil par rapport à la moyenne quinquennale mensuelle, de Janvier à Septembre 2022.

Source : PAM et SIMA

La hausse atypique des prix en 2022 au Niger a été causée par une combinaison de facteurs, notamment la sécheresse de 2021 qui a entraîné une sévère baisse de la production céréalière (37% par rapport à 2020 et 39% par rapport à la moyenne quinquennale) ainsi que la réduction des flux transfrontaliers (interdiction sur les exportations (Burkina Faso, Bénin), sanctions de la CEDEAO (Mali) et/ou insécurité civile (Nigéria). A ces facteurs s'ajoute l'insécurité au Niger qui a engendré une augmentation des tracasseries routières sur les circuits traditionnels de commerce et la crise en Ukraine. Celle-ci a fortement affecté le prix des denrées alimentaires importées. Le prix national moyen de l'huile végétale au Niger a augmenté de près de 30 % entre janvier et février (juste après le début de la

crise ukrainienne), et les prix sur la période février à septembre 2022 étaient 40% supérieurs à la moyenne saisonnière sur 5 ans. Le prix du pain a augmenté de 25 % entre janvier et février 2022 – alors que le prix du pain était resté inchangé au Niger depuis plus de 5 ans. Les prix des engrais ont également grimpé en flèche. Le prix de l'engrais azoté (la variété la plus utilisée au Niger) en mars 2022 était 23% supérieur à celui de janvier-février 2022 et 40% supérieur à la moyenne quinquennale. La hausse des prix affecte directement la consommation alimentaire des ménages les plus pauvres ainsi que l'entraide sociale, mais aussi la capacité d'accès aux intrants agricoles, réduisant ainsi les rendements de la production agricole (en particulier la production maraîchère).

Evolution du prix moyen national du mil



Évolution des prix du mil en 2022 comparé à 2021 et la moyenne quinquennale (5 dernières années) au Niger (en CFA/kg).

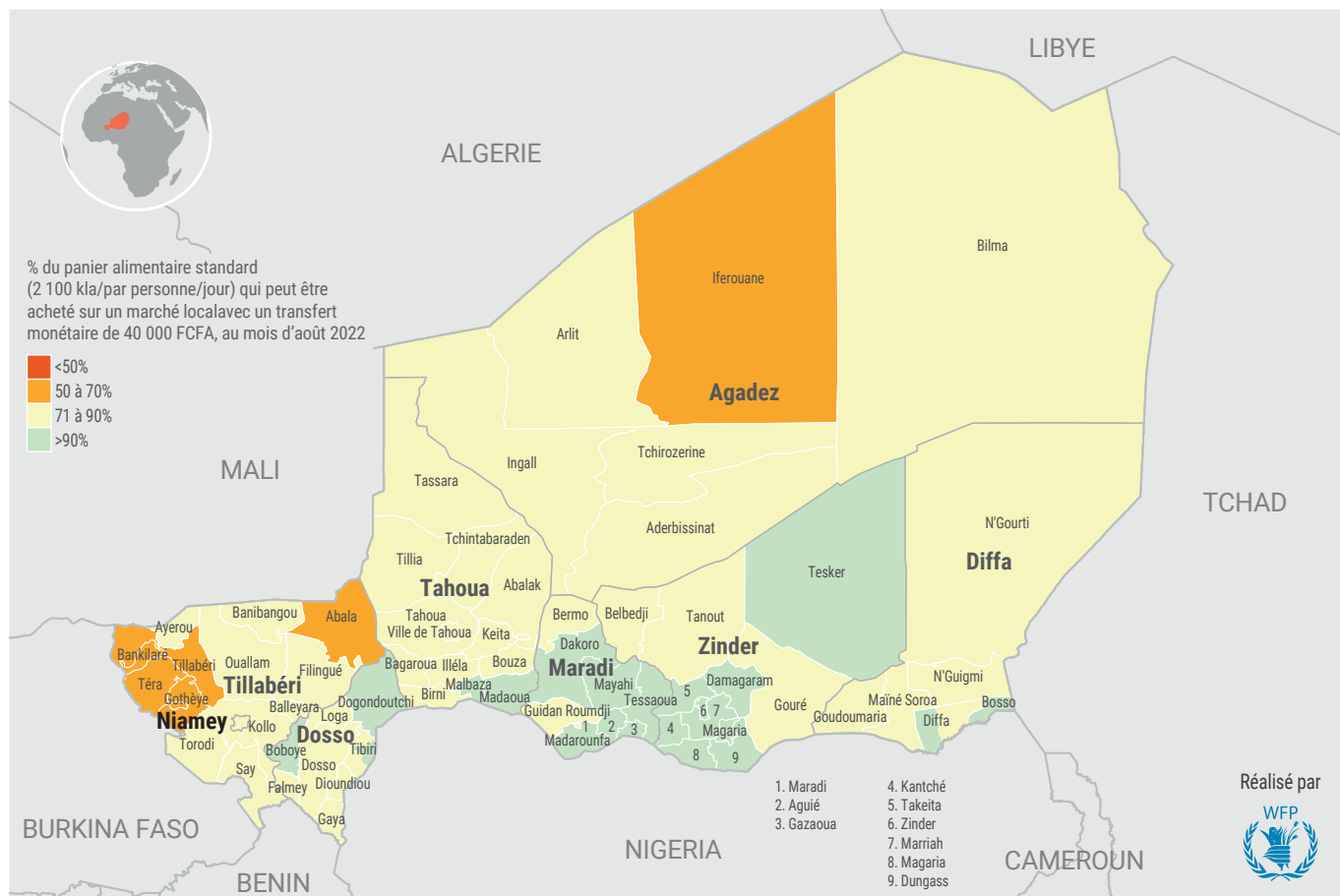
Source : PAM et SIMA

En octobre 2022, qui correspond à la période de récolte de la campagne agricole 2022/23, le fonctionnement des marchés céréaliers semble globalement normal, excepté les marchés affectés par l'insécurité, notamment à Tillabéry. Les disponibilités alimentaires s'améliorent progressivement dans la plupart des zones du pays avec la mise sur le marché des nouvelles récoltes. Les prix ont amorcé leur baisse saisonnière par rapport aux mois antérieurs, même si le niveau général des prix reste élevé comparé à la moyenne quinquennale (20% pour le prix moyen national du mil).

Les prix élevés affectent directement le pouvoir d'achat des ménages et leur accès à une alimentation saine et adéquate. L'impact est particulièrement significatif pour les ménages urbains ainsi que les ménages agricoles pauvres qui n'ont pas assez de terre pour produire assez et couvrir leurs besoins annuels, et qui dépendent donc fortement des marchés – surtout en période de soudure lorsqu'ils ont épuisé leurs stocks d'autoproduction. L'augmentation des prix a un impact direct sur l'assistance humanitaire alimentaire. La carte ci-dessous montre la part du panier alimentaire de base

de 75% des besoins dans la grande majorité du pays, et même moins dans certaines communes de Tillabéry et Agadez où les prix étaient particulièrement élevés.

Taux de couverture des besoins alimentaires par les transferts monétaires de 40 000 FCFA, août 2022



Part du panier alimentaire minimum pouvant être acheté sur les marchés locaux en août 2022 avec un transfert monétaire de 40 000 CFA/ ménage/ mois. Source : PAM et SIMA

(certaines parties de Tillabéry, Tahoua et Dosso) et des inondations (certaines parties de Diffa et Zinder).

2 - Analyse des marchés de Biens Non Alimentaires (BNA)

Le Niger dépend beaucoup des importations extérieures pour ses approvisionnements en Biens Non Alimentaires (Nigeria), ce qui serait à la base des variations des prix des BNA. Ces évolutions de prix sont aggravées par le résultat de chocs liés entre autres à l'insécurité et aux mouvements de populations qu'elle provoque.

Accessibilité des marchés

En complément de leur dépendance sur les importations de BNA, de nombreux marchés font face à des conditions de sécurité dégradées et à l'impraticabilité des routes entravant l'accès des populations aux marchés qui sont souvent éloignés de leur lieu de résidence notamment dans les zones rurales.

Ces difficultés d'accès peuvent influencer les prix et créer des tensions sur les stocks de BNA des commerçants, en particulier sur les marchés de Tillabéri, Ayorou, N'Guigmi et de Diffa (IMPACT, août 2022). Dans les départements de N'Gourti, Bosso, Goudoumaria et de Maine Soroa (région de Diffa), de Bermo et de Bagaroua (région de Maradi) le marché le plus proche se situe à plus d'une heure de marche pour 40% de la population. Ces distances et les déplacements qu'elles impliquent rendent non seulement l'approvisionnement des populations

plus difficiles, mais sont perçus comme un risque de protection importants, c'est le cas dans la région de Tillabéri pour les populations déplacées ayant des besoins importants en abris et BNA.

Évolutions anticipées des prix des BNA

En août 2022, la majorité des commerçants de BNA, anticipent une hausse prochaine des prix au cours des deux prochains mois (43% des commerçants de matériels d'abris et de biens ménagers et 100% des commerçants de produits d'hygiène). Les principales causes évoquées par les commerçants sont d'une part liées au contexte mondial (chocs externes), et d'autre part liée au contexte sécuritaire et ses répercussions sur la situation humanitaire. Ainsi l'augmentation de la demande et des besoins des populations (liés aux déplacements) et d'éventuelles diminutions de l'assistance humanitaire sont également mentionnées pour expliquer les anticipations à la hausse des prix des BNA pour 2023.

TORODI/TILLABÉRI, NIGER

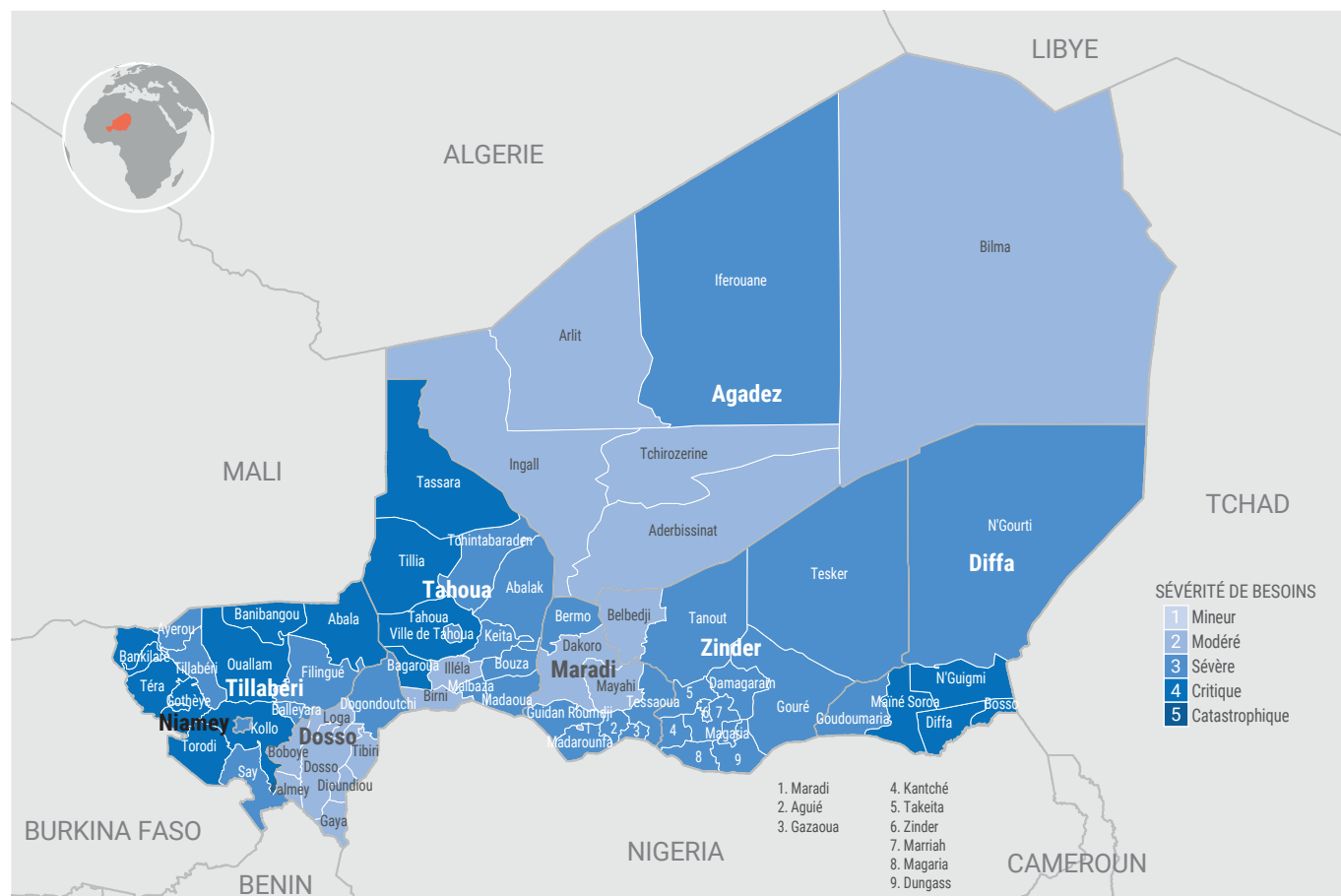
Enfants déplacés internes du site de PDI de Torodi, mai 2022.

Crédit : OCHA/Laura Fultang



2.2

Analyse des besoins



L'analyse intersectorielle de sévérité des besoins démontre que la situation ne s'est pas améliorée entre 2021 et 2022. 37 départements (contre 22 en 2021) présentent des besoins humanitaires sévères tandis que 16 départements (contre 11 en 2021) présentent des besoins humanitaires extrêmes. Les départements les plus affectés sont ceux situés dans la zone des 3 frontières et dans le sud de Diffa.

2.2.1

Analyse des besoins par groupe de population

Populations déplacées internes

Le déplacement reste le principal facteur sous-jacent associé à des contraintes humaines, sociales et physiques. La dégradation de la situation sécuritaire contraint des milliers de familles à se déplacer, parfois

plusieurs fois. Chaque déplacement forcé augmente la vulnérabilité des ménages. Tahoua, Tillabéri, Diffa et Maradi restent les régions les plus affectées par cette situation. La majorité des personnes déplacées vivent dans des départements vulnérables dont les populations souffrent profondément de la pauvreté, de privation et près d'un déplacé interne sur 2 (46 pour cent) est en situation de déplacement depuis plus de 2 ans.

Les populations déplacées demeurent confrontées au manque d'abri adéquat, de service de santé, à un accès limité à l'eau potable à la protection et à une bonne alimentation. Le manque de structures sanitaires à proximité et de ressources financières ne permet pas un accès aux services de santé de qualité qui pourraient se trouver dans la communauté. A Tillia, seulement 3 pour cent des ménages PDI peuvent accéder à une structure de santé en moins de 15 minutes de marche.

86 pour cent des PDI de Banibangou et 66 pour cent à Madarounfa ont déclaré ne pas être en mesure de payer les coûts de traitement.

La pression exercée sur les sources d'eau de qualité peut engendrer des conflits avec les communautés hôtes. Si sur le plan national, environ 30 pour cent des ménages PDI estiment que l'eau est trop chère, la situation est particulièrement préoccupante à Ouallam où près de 2/3 ménages n'ont pas les moyens d'acheter suffisamment d'eau à cause de son prix élevé. L'insuffisance d'eau potable ou sa non-disponibilité pousse 96 pour cent des ménages PDI d'Ayérou et 78 pour cent à Tillabéri à utiliser l'eau de surface comme principale source de boisson. Cette situation, couplée à l'insuffisance de latrines qui pousse les populations à la pratique de défécation à l'air libre, expose les PDI et augmente le risque des maladies hydriques surtout en période d'inondations.

A cause de leur vétusté, les abris dans lesquels vivent la plupart des PDI n'offrent pas de cadre d'intimité. Plus d'un tiers des ménages de PDI à Gothèye (Tillabéri) estiment manquer d'intimité. Plus de ¾ des PDI de Maine Soroa (92 pour cent), N'Guigmi (86 pour cent) et Ayérou (73 pour cent) vivent dans des abris construits sur des terrains qui ne leur appartiennent pas. Ce sentiment d'insécurité empêche les PDI de se sentir complètement à l'aise dans leurs lieux de résidence d'autant que certains font face à des menaces d'éviction de la part des propriétaires terriens (11 pour cent de ménages PDI à Tillia). Le manque de moyen pour louer une maison ou la destruction totale de leurs abris peut être à la base du fait que 14 pour cent des ménages des PDI à Ayérou vivent à l'air libre. Cette situation les expose à des risques de maladies et de VBG.

Le manque d'accès à la terre pour cultiver contraint les populations déplacées à continuer à dépendre de l'assistance humanitaire. 61 pour cent des personnes déplacées internes n'ont pas accès à la terre pour cultiver. Pour ceux qui possèdent des terres, l'insécurité est la principale cause du manque d'accès pour cultiver pour 46 pour cent des ménages. Ceci conduit les ménages déplacés à adopter des stratégies négatives. C'est le cas pour 72 pour cent des PDI de Tillia (Tahoua) et 70 pour cent à Torodi (Tillabéri). Dans ces situations de précarité de moyens de subsistance, les enfants PDI sont contraints à abandonner l'école car

ils doivent travailler (mendier, travailler aux champs ou en dehors de la maison pour aider financièrement leurs familles). C'est le cas pour 44 pour cent des enfants PDI à Tahoua. L'accès restreint à l'éducation expose les enfants déplacés à des risques de violation de leurs droits et limite leurs perspectives. Moins de 40 pour cent des enfants déplacés (garçons comme filles) de 7 à 12 ans sont inscrits à l'école.

Réfugiés

Confronté à trois situations (Sahel Central, Lac Tchad, Nord-ouest du Nigeria), le Niger continue d'enregistrer une augmentation du nombre de réfugiés sur son territoire. Aux réfugiés dit « protracted » se greffent de nouvelles arrivées. Toutes les situations sont mixtes (réfugiés et PDI). Malgré les efforts de sécurisation des autorités, l'activisme des GANE rend l'environnement de protection précaire (extorsion, menaces, enlèvement, assassinats, vols et pillages, EEI). La précarité des réfugiés accentue les risques de protection (agression physique et sexuelle lors de la collecte de bois, exploitation, sexe de survie, travail des enfants, ...).

En termes de besoins d'assistance, sur l'ensemble du territoire certaines tendances sont observées (relative amélioration de l'accès à l'eau potable, enjeu constant de la scolarisation, manque d'opportunités économiques impactant l'accès à la santé et l'autonomisation, besoins en abris et biens non alimentaires dépassant largement les capacités des acteurs). Néanmoins des spécificités existent pour chaque situation et au sein même de chaque région entre les besoins des réfugiés dit « protracted » bénéficiant des interventions de type nexus/solution et ceux des réfugiés arrivés plus récemment.

En 2022, Tahoua et Tillabery ont enregistré un nombre inégalé d'arrivées de réfugiés maliens depuis 2012 (environ 30 000 personnes). La situation est d'autant plus préoccupante dans la région de Tahoua qui fait face à des difficultés d'accès accentuées par la fermeture de la ZAR d'Intikane et l'éparpillement des réfugiés. 38% des ménages de Tillia (Tahoua) affirment ne pas avoir d'abris, contre 2,8% au niveau d'Abala (Tillabery). Au niveau d'Abala, et Ouallam, la dynamique d'inclusion des réfugiés arrivées en 2012 est positive mais impose une prise en compte des réfugiés nouvellement arrivés et des PDI. A Ayérou, réenclencher le processus d'inclusion des réfugiés reste tributaire

à la sécurisation de la zone. Dans l'ouest de la région de Tillabéry, la situation des personnes en provenance du Burkina continue de faire face à des contraintes majeures faute de capacités financières, et, pour certaines zones, des contraintes d'accès.

La situation qui prévaut au nord-ouest du Nigeria a provoqué de nouveaux mouvements largement au-delà du sud de la région de Maradi. Tous les départements sud de la région de Tahoua accueillent aujourd'hui des réfugiés, avec un scénario d'extension vers la région de Dosso. Bien que la dynamique d'inclusion avance au niveau des « villages d'opportunités » où plus de 17 000 réfugiés ont été relocalisés, des besoins multisectoriels majeurs subsistent dans les villages d'accueil frontaliers. 78% des réfugiés de Maradi affirme ne pas avoir accès à la terre, la pression sur les communautés hôtes reste donc colossale.

Au niveau de la région de Diffa, les perspectives de retour des réfugiés restent faibles par rapport à celle des PDI sur certaines zones. Parallèlement aux avancées localisées d'inclusion des réfugiés sur les lotissements à but humanitaire au niveau de 7 chefs-lieux de communes, la population réfugiée au niveau du camp de Sayam Forage ne cesse de croître, ayant dépassé 32 000 personnes. Le renforcement de la vulnérabilité des réfugiés hors-camp et la situation sécuritaire sur leurs sites d'accueil successifs expliquent cette tendance qui devrait se maintenir. En dehors du camp de Sayam Forage, la concentration des populations déplacées (réfugiés et PDI) du fait de l'insécurité au niveau des chefs-lieux de la commune et quelques sites majeurs tel que Kijandi exercent une pression considérable sur les services de base et le marché de l'emploi déjà restreint.

Alors que sur le volet humanitaire de nombreux besoins ne sont pas comblés d'une année sur l'autre, l'enjeu reste aujourd'hui une accélération de la mise en œuvre de programme de type nexus/stabilisation, en y intégrant une capacité d'anticipation (situation nord-ouest Nigeria) afin d'accompagner la politique pragmatique d'inclusion et de recherche de solution pour les réfugiés proposés avec constance par les autorités.

Retournés

Suite à l'amélioration de la situation sécuritaire dans leurs localités d'origine et poussé par le besoin de cultiver leurs terres, certaines personnes déplacées décident de retourner dans leurs localités d'origine. Ces personnes font généralement face à la perte de tous leurs moyens de subsistance : maisons/greniers détruits, occupation de leurs maisons abandonnées, etc. Elles doivent faire face à de nouveaux défis de réintégration dans la communauté surtout si le déplacement a été de longue durée.

Ainsi, à leur retour, ces ménages font face à un manque d'articles bien non alimentaires. A Abala (Tillabéri), près de 2/3 ménages de retournés (69 pour cent) ont déclaré ne pas pouvoir stocker convenablement l'eau ou la nourriture par manque d'articles. La situation est la même pour 36 pour cent de ménages à Goudoumaria. Du fait de la destruction de leurs habitats, les ménages retournés de Tillia peinent à accéder à des infrastructures sanitaires. En effet, 98 pour cent pratiquent la défécation à l'air libre.

Un des principaux problèmes auxquels doivent faire face les ménages retournés est la problématique de Logement, Terres et Biens. Seulement 6 pour cent des ménages à Bosso (Diffa) ont déclaré être propriétaires des terrains qu'ils occupent.

Les retournés constituent le groupe de population qui a le plus déclaré avoir subi des problématiques de protection. 6 pour cent des ménages (contre 1 pour cent pour les réfugiés et 5 pour cent pour les PDI) ont déclaré avoir subi des agressions physiques. 1 pour cent de ménages (contre 0,4 pour les réfugiés et 0,6 pour les PDI) ont déclaré avoir une fille de 6 à 14 qui a occupé un travail permanent au cours des 30 jours précédant l'enquête MSNA. 80 pour cent des ménages (contre 16 pour cent pour les PDI) ont déclaré avoir subi un harcèlement verbal.

Comme pour les autres catégories des populations en déplacement, les retournés s'approvisionnent essentiellement au marché (67 pour cent). L'absence de terre à cultiver conduit 41 pour cent des ménages retournés (contre 29 pour cent des réfugiés et 33 pour cent des PDI) à s'adonner à des travaux journaliers pour subvenir aux besoins des membres de leurs familles.

Migrants

La population de migrants, y compris les migrants internationaux et internes, les migrants en transit, et les migrants refoulés, se trouvent souvent en condition de vulnérabilité et exposés à de nombreux risques de protection : en particulier, les migrants refoulés par l'Algérie et les migrants abandonnés dans leur parcours de migration. Ces migrants, Nigériens et non-Nigériens, nécessitent **une assistance humanitaire de base en termes alimentaire, sanitaire et d'abris ; ainsi qu'une assistance de protection ; et une assistance au retour volontaire (AVR).**

En particulier, le nombre de migrants refoulés par l'Algérie a augmenté à partir de l'année 2017, atteignant un sommet en 2019 et comptant de plus en plus de femmes et d'enfants.

En 2022, **12 077 des rapatriés avec les convois officiels**, dont 13,8% sont des femmes - se trouvent en condition de vulnérabilité sévère. Les convois ont rapatrié pour la plupart des jeunes Nigériens (98%) ainsi que des citoyens de Nigéria, Burkina Faso, Mali et Benin, parmi d'autres, avec plusieurs mineurs et un âge moyen de migrants rapatriés de 22 ans.

En outre, **14 899 migrants ont été expulsés** majoritairement d'Algérie cette année. Ces migrants ont été transportés jusqu'au « Point Zero » dans le désert Nigérien et déposés à 15 kilomètres du site habité le plus proche (Assamaka) sans accès aux services essentiels et sont en situation de vulnérabilité extrême. Parmi eux, la majorité étaient des citoyens du Mali (27%) et de la Guinée Conakry (25%).

En plus, **près de 1 016 migrants en détresse ont été abandonnés dans le désert** sur les routes migratoires, souvent laissés par leurs passeurs ou leurs trafiquants. Dans la région d'Agadez, ils sont identifiés et assistés par les opérations de Recherche et Sauvetage (SAR). Les migrants sont généralement pour la plupart des Nigériens, y compris un nombre de migrants en situation de vulnérabilité importante comme des personnes en situation de handicap, des femmes enceintes, et des Enfants Non Accompagnés (ENAs). Ces migrants se trouvent en situation de vulnérabilité catastrophique, avec la nécessité d'assistance immédiate en alimentation et en soins médicaux urgents.

12 710 migrants cherchent aussi du soutien au retour volontaire assisté (AVR) dans les centres de transit. Ces migrants sont référencés par les autorités étatiques, les organisations non-gouvernementales, les équipes de sensibilisation communautaire ou les bureaux d'écoute et d'orientation de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM). La majorité des migrants assistés dans les centres de transit viennent principalement de la Guinée Conakry, du Mali et du Nigéria ; parmi eux, des nombres importants de mineurs avec un âge plutôt bas (6%). Ces migrants se trouvent dans une situation de vulnérabilité sévère, avec plusieurs ENAs et victimes de la traite (VoTs). Les ENAs sont souvent poussés par leur situation familiale de vulnérabilité économique à chercher des opportunités de travail ou d'étude, souvent avec l'Europe comme destination finale. Parmi les VoTs, la plupart de migrants sont généralement des femmes et des filles qui viennent du Nigéria et se trouvent exploitées principalement dans des réseaux d'exploitation sexuelle.

A noter que plusieurs migrants, dont des enfants, se retrouvent victimes de la traite pas forcément au début de leur parcours migratoire (surtout le cas de femmes et de filles qui sont trompées par les trafiquants qui promettent des opportunités de travail ou des formations hors du pays) mais aussi en voyage, souvent exposés aux réseaux de la traite à travers les routes utilisées pour le trafic illicite des migrants. Ces risques sont amplifiés par des vulnérabilités préexistantes, notamment économiques, qui poussent un grand nombre de migrants à s'embarquer dans des parcours migratoires périlleux pouvant aboutir à des situations d'exploitation sexuelle, de servitude domestique, de mendicité forcée – avec un fort impact sur les femmes (69% des victimes de la traite sont de femmes) et les enfants (37%). En outre, depuis la mise en place de la loi 2015/36 criminalisant le trafic illicite de migrants, les passeurs empruntent des routes secondaires, moins fréquentées par les forces de l'ordre, mais plus périlleuses car soumises aux aléas du désert et du banditisme.

Communautés hôtes

Les populations non déplacées vivent dans un contexte de pauvreté lié à des facteurs structurels. La présence des populations en déplacement au sein de leurs communautés vient aggraver leur vulnérabilité et elles doivent faire face à de nouveaux besoins. Ainsi, 64 pour cent des ménages des communautés hôtes à Abala (Tillabéri) n'ont plus les capacités de stocker de l'eau ou de la nourriture de manière adéquate par manque de récipients de stockage. Du fait de la promiscuité engendrée par l'accueil de nouveaux ménages, 20 pour cent des ménages non déplacés de N'Gourti (Diffa) estiment manquer d'intimité faute d'espace dans les maisons. Cette situation peut être à la base de conflits ou de cas de VBG.

La pauvreté est un facteur limitant l'accès des populations aux services sociaux de base. Si, pour la majorité des populations non déplacées, la proximité d'un centre de santé n'est pas un problème, le coût pour le traitement est une véritable barrière. 80 pour cent des ménages non déplacés d'Abala (Tillabéri) et 50 pour cent à Dakoro (Maradi) n'ont pas les moyens de payer les traitements. Le manque de moyens pour assumer les frais de scolarité (y compris les fournitures scolaires, les tenues scolaires etc.) ne semble pas être une des principales causes d'abandon de l'école mais plutôt le manque d'intérêt des enfants pour l'éducation et ce, pour 30 pour cent, 33 pour cent, 47 pour cent et 50 pour cent des ménages à Diffa, Tillabéri, Tahoua et Maradi. Cependant, cette situation n'est pas une barrière pour 89 pour cent des populations non déplacées d'Abalak (Tahoua).

Les populations non déplacées n'ont, d'une manière générale, pas trop de problème pour accéder à de l'eau de bonne qualité. L'accès aux infrastructures sanitaires quant à lui, demeure une barrière surtout dans les départements de Tillabéri où 88 pour cent des ménages non déplacés de Kollo, 74 pour cent à Abala et 71 pour cent à Ouallam pratiquent encore à ce jour la défécation à l'air libre. Cela est d'autant plus préoccupant à Kollo car le département a connu des cas d'inondation en 2022.

Le phénomène de faible scolarisation des enfants ne semble pas être lié au statut de déplacement. Quoique les parents trouvent que l'école est importante, le

manque de moyens financiers pour assumer les frais de scolarité demeure la principale barrière (tant pour les garçons que pour les filles) pour 14 pour cent des ménages non déplacés.

Les champs (8 pour cent pour tous les groupes) et le chemin pour aller chercher du bois de chauffe (6 pour cent pour les femmes/filles et 4 pour cent pour les hommes/garçons) demeurent les endroits que les femmes, les filles, les hommes et les garçons des ménages non déplacés évitent à cause de l'insécurité.

2.2.2 Redevabilité envers les populations affectées/AAP

Accès à l'aide humanitaire

Au niveau national, au cours des 12 derniers mois, même si plus de la moitié de chaque catégorie de la population a reçu l'aide, les évaluations montrent que 30% de la population retournée contre 48% de la population générale n'a pas été assistée. Au moment où les populations réfugiées ont principalement reçu du cash (50% des ménages) et une assistance en santé (25% des ménages), entre trois quart et deux tiers des ménages – toutes les catégories de population confondues, n'ont pas reçu une assistance en santé et en biens non alimentaires.

La principale barrière d'accès à l'aide humanitaire évoquée par la majorité de la population (entre 77% et 83% selon la catégorie de population) est le manque d'information sur les modalités d'assistance. A cela s'ajoute le manque d'information sur les services disponibles et les droits conférés aux personnes affectées, selon l'évaluation du Groupe de Travail AAP effectuée dans les sites des DPI et réfugiés des régions de Maradi, Diffa, Tahoua, Tillabéri et Ouallam. Il est suivi par le fait que l'accès à l'aide était difficile pour les personnes à besoins spécifiques (pour toute catégorie de population confondue). D'autres ont évoqué la barrière liée à l'accès sans préciser les raisons (entre 60% et 68%, toute catégorie de population confondue).

Modalité d'assistance

Pour toutes les catégories de population, les modalités d'assistance rapportées comme préférées par les ménages s'ils devaient recevoir de l'aide humanitaire

dans le futur sont l'assistance en nature (nourriture, biens non-alimentaires) et transfert monétaire (cash). Le tableau suivant montre les préférences par catégorie de population et par secteur.

SECTEUR	POPULATION	TYPE D'ASSISTANCE PRÉFÉRÉE
Nutrition	Toutes les catégories de la population confondues	Provision directe d'aliments plus nutritifs, accès à de l'argent pour acheter des aliments plus nutritifs
ABNA	Toutes les catégories de la population confondues	Argent pour acheter du matériel pour la re/ construction, provision directe de construction d'abris
Protection	Population générale, non déplacée et DPI	Avoir accès à la justice,
	Population retournée	Accès à un support de remontée des plaintes adaptées au contexte
	Population réfugiée	Récupérer les documents légaux pour la famille et être membre des structures communautaires de protection
SECAL	Toutes les catégories de population confondues	Des transferts monétaires pour acheter de la nourriture ou provision directe de vivres (la préférence entre les deux varie selon les régions, les prix du marché, le profil nomade ou sédentaire, l'expérience passée des ménages avec l'une ou l'autre modalité d'assistance, etc.)
EHA	Toutes les catégories de population confondues	Construction/amélioration de points d'eau et de l'argent pour acheter des articles pour aller chercher de l'eau
Education	Population générale et non déplacée	Plus d'infrastructures d'éducation, de fourniture et de matériel scolaire (livres, stylos, sacs, etc.)
	DPI et réfugiées	Provision directe de fournitures scolaires, faciliter l'accès physique à l'école et la continuité de l'éducation et la réhabilitation des écoles pour assurer que l'environnement scolaire est approprié et sûr.
Santé	Population retournée	Provision directe d'uniforme scolaire, de ressources financières pour l'achat de fournitures scolaires, pour couvrir les frais de nourriture pour les enfants.
		Provision directe de médicaments, de l'argent pour payer des frais médicaux

Niveau de satisfaction de l'assistance

La quantité de l'aide insuffisante et l'assistance qui ne vient pas au moment où on en a besoin sont les raisons les plus citées (entre 62 et 77% selon la catégorie de population) par ménages qui n'ont pas été satisfaits de l'aide humanitaire reçue au cours des 12 derniers mois.

En dépit de la proportion élevée des ménages qui sont très satisfaits du comportement des travailleurs humanitaires/personnes qui délivrent l'aide humanitaire dans leur zone (40 et 50% de ménages), les raisons avancées par les ménages qui ne sont pas satisfaits sont, entre autres, le fait que leurs feedbacks ne sont pas pris en compte et que lesdits humanitaires ne parlent qu'aux chefs locaux.

Canaux de communication préférés : le chef de quartier/chef de village et les leaders communautaires (doyens du village, sage du village) sont les 2 principaux acteurs de confiance par lesquels toutes les catégories de population désirent recevoir de l'information. Il est important de noter qu'aucun ménage ne considère les agences onusiennes comme des acteurs de confiance privilégié pour recevoir de l'information.

L'ordre suivant montre les moyens de communication privilégiés par toutes les catégories de population confondues :

1. Réunion communautaire ;
2. Appel téléphonique ;
3. Radio (principalement pour la population générale et non déplacée) ;
4. Mégaphone/crieurs (principalement pour la population réfugiée et retournée) ;
5. Mosquée, église ;
6. Affiche publique ;
7. Télévision ;
8. WhatsApp ;
9. Journaux.

Pour toutes les catégories de population, 2/3 répondants aimeraient savoir comment avoir accès à l'aide humanitaire/s'enregistrer en tant que bénéficiaire. À cela s'ajoute, le besoin d'information relatif à l'accès aux soins de santé, comment trouver un soutien pour commencer/renforcer les capacités en lien avec les

activités génératrices de revenus (principalement les réfugiés : 42%) et la situation sécuritaire dans la zone.

Gestion des plaintes

Deux tiers (69%) des retournés et 72% des PDI ont rapporté ne pas avoir connaissance des mécanismes de gestion des plaintes dans leurs localités selon la MSNA 2022. Pour ceux qui connaissent et n'utilisent pas les mécanismes de plaintes, ils estiment n'en avoir pas besoin et la démarche peut être compliquée/longue (25% des PDI, 28% des réfugiés, 33% des retournés). 21% des retournés n'ont pas confiance dans le mécanisme/ ne se sentent pas en sécurité de se plaindre (cette crainte n'est que très peu rapportée par les autres catégories de population).

Le face à face (à la maison) avec le travailleur humanitaire est le mécanisme cité comme souhaité pour effectuer un retour, y compris celui sur le comportement des travailleurs humanitaires, suivi par les réunions communautaires et le face à face dans un bureau avec le travailleur humanitaire.

Nonobstant, les jeunes ne se sentent pas à l'aise de se plaindre, surtout quand il s'agit des mauvais comportements des humanitaires et des actes d'exploitation et d'abus sexuels. Pour eux, il n'y a pas d'intérêt de se plaindre en la matière (Évaluation effectuée par le GTAAP). Le dysfonctionnement et la multiplicité des mécanismes semblables dans une même zone d'intervention par différents acteurs humanitaires figurent parmi d'autres raisons relevées par ladite évaluation. La vaste majorité des ménages qui utilisent les mécanismes et reçoivent le retour se disent satisfaits des réponses qu'ils obtiennent.

Participation et représentation

Pour toutes les catégories de population, une large majorité de ménages (84% à 96%) ont mentionné avoir été consultés au cours des 30 derniers jours vis-à-vis du type d'assistance qu'ils aimeraient recevoir. Les résultats de l'évaluation faite par le GTAAP montrent que les femmes, les jeunes, et les personnes âgées sont consultées le plus souvent pendant les évaluations, mais ce sont plus les hommes qui décident à leur place. Quant à la représentation, selon la même évaluation, la quasi-totalité des membres des comités de gestion des sites sont composés par les hommes. Une tendance

justifiée, selon les informateurs clés, par les valeurs culturelles qui sont mises en avant.

Connaissance en la redevabilité envers les populations affectées

L'évaluation du GTAAP réalisée en août 2022 a démontré que presque tout le personnel humanitaire sur le terrain n'a pas participé aux sessions d'information ou été formé sur l'AAP. Leurs cahiers de charge ne font pas également mention, de façon claire, de l'aspect redevabilité. En outre, les comités de gestion des plaintes, mis en place par certaines organisations, ne sont ni informés sur leur rôle et responsabilités ni formés sur la notion de la redevabilité. L'absence de cadre de coordination est également mise en exergue par cette évaluation.

2.2.3 Aperçu des besoins des personnes handicapées

Les données secondaires existantes au Niger sur les personnes handicapées datent de 2012 et la collecte des données primaires n'est pas systématique. À défaut des données nationales actualisées, il est important de se fier à la prévalence du handicap qui est d'environ 15% de la population globale¹⁷ selon l'OMS. Ce pourcentage a tendance à monter dans les contextes humanitaires¹⁸ en même temps que s'accroissent les risques de discrimination et les conséquences négatives sur le bien-être, les conditions de vie et la protection des personnes handicapées¹⁹.

Malgré des avancées significatives ces dernières années au plan légal²⁰, les personnes handicapées font toujours face à de multiples discriminations du fait de l'insuffisance de services/réponses adaptés à leurs capacités. Cela les expose à de nombreux risques et limite tant leur participation socioéconomique ainsi que leur accès équitable et non-discriminatoire aux services essentiels de base. Elles font également face à de nombreuses barrières et risques pour accéder à l'assistance humanitaire. Au sein des communautés, elles ont tendance à être marginalisées et exclues des dynamiques endogènes de protection.

À titre illustratif, selon les résultats de l'étude des barrières menées dans 6 communes des régions de Tillabéry et Diffa par HI en juillet 2022, 75% des personnes handicapées interrogées n'accèdent

pas aux distributions et 60% n'ont pas accès aux mécanismes de plainte et de retour d'information à cause principalement des barrières d'information et de communication mais aussi des barrières physiques et d'attitudes. Il ressort également de cette étude que 61% des personnes handicapées ont des difficultés d'accès aux services de santé, 68% n'ont pas accès au soutien psycho social, 51% n'ont pas accès à l'eau potable, 50% n'ont pas accès aux latrines de façon adaptée, 71% se présentent comme analphabètes et 55% des enfants en situation d'aller à l'école ne sont pas scolarisés.

Pour donc protéger davantage les personnes handicapées et répondre à leurs besoins de façon adaptée, elles doivent être identifiées parmi les groupes à risque et des actions doivent être envisagées dans le cadre de cette réponse humanitaire.

SECTEUR	TYPE D'ASSISTANCE PRÉFÉRÉE
Protection	<i>De façon générale :</i>
	La plupart des personnes handicapées sont plus exposées aux violences et abus dans les contextes humanitaires ²¹²²
	Ces violences incluent entre autres les attaques qui visent les personnes handicapées ; les meurtres et les discriminations concernant l'accès à la nourriture et aux soins médicaux ²³ . Les femmes et enfants handicapés particulièrement font face aux risques de VBG dans les situations d'urgences (surtout ceux vivant avec handicap intellectuel et psychosocial), ainsi qu'aux barrières d'accès aux services de santé sexuelle et reproductive et prévention des VBG.
Protection	Les enfants sont souvent à risque d'isolement, de négligence, et à risque de séparation avec les membres de la famille (UNICEF, 2013). Souvent les personnes handicapées ont peu accès à la documentation (certificat de naissance, mariage ou voyage) ce qui augmente les risques de protection et d'exclusion aux services humanitaires.
	<i>Données Etude HI 2022</i>
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ 40% des personnes handicapées interrogées ont eu besoin d'accès à la protection les six derniers mois ✓ 37% ont eu des difficultés à cause des barrières physiques, du manque de confidentialité et d'information ✓ 68% ont eu des difficultés ou n'ont pu accéder à un soutien psycho social

SECTEUR	TYPE D'ASSISTANCE PRÉFÉRÉE
Abris	<i>Données Etude HI 2022</i>
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ 34% des personnes handicapées ont des difficultés de déplacement au sein de leurs habitats à cause des barrières d'accessibilité, du manque d'aides techniques à la mobilité.
EHA	<i>Données Etude HI 2022</i>
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ La moitié des personnes en situation de handicap rencontre beaucoup de difficultés pour accéder aux latrines et installations sanitaires (50%) à cause du manque d'accessibilité des latrines, du manque d'hygiène, de la distance et de l'absence de séparation homme/femme. ✓ L'accès à l'eau potable est un défi pour 51% des personnes handicapées à cause des difficultés financières, de l'inadaptation du système de pompage, de la distance, du manque d'aides techniques à la mobilité

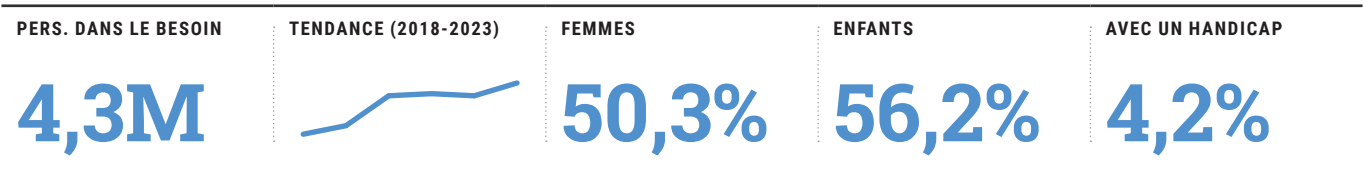
Santé	<i>De façon générale :</i>
	Globalement les personnes handicapées sont exposées d'une façon disproportionnée à des risques de meurtres et de discriminations concernant l'accès à la nourriture et aux soins médicaux ²⁴ .
	Les contextes humanitaires exposent les personnes handicapées à des risques de traumatismes psychosociaux et physiques, risques exacerbés par le manque d'accès aux services de santé, ainsi qu'au manque d'accès aux médicaments essentiels (HRW 2016, 2017, HI 2015). La moitié des personnes handicapées rapporte des difficultés d'accès aux soins médicaux et rencontre régulièrement des travailleurs de santé avec des pratiques discriminatoires et appliquant des frais de soin élevés (BM, 2014).
Santé	<i>Données Etude HI 2022</i>
	<ul style="list-style-type: none"> ✓ 57% des personnes handicapées ont eu besoin d'accéder aux services de santé les six derniers mois, ✓ 61% ont rencontré des difficultés et n'ont pas pu accéder ✓ 41% des personnes handicapées n'ont pas accès à un service de réadaptation

SECTEUR	TYPE D'ASSISTANCE PRÉFÉRÉE	SECTEUR	TYPE D'ASSISTANCE PRÉFÉRÉE
Education	<p><i>De façon générale :</i></p> <p>Les enfants en situation de handicap en âge d'être scolarisés sont systématiquement exclus des systèmes éducatifs. Ce qui fait que la moitié des enfants en situation de handicap ne va pas à l'école (UNESCO, 2016). Cependant selon l'annuaire scolaire du MEN 2022, 0,4% des effectifs du primaire sont des enfants en situation de handicap (0,2% le sont dans le secondaire). Cette situation est aggravée en contexte de crise où les estimations montrent que 90% des enfants handicapés n'ont pas accès à l'éducation²⁵. Les barrières d'accès incluent le manque d'accessibilité du système pré-crise, l'absence des services adaptés: infrastructures inadéquates (salle de classe, latrines), matériel insuffisant (tables bancs, planche etc.), manque de formation des enseignants pour l'éducation inclusive, manque de pédagogie inclusive, distance entre le domicile et l'école et le manque d'autonomie des enfants handicapés.</p> <p>Des enfants hors des systèmes scolaires sont plus à risque des violences, abus, recrutements forcés²⁶.</p> <p>Données Etude HI 2022</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ 71 % des personnes handicapées interrogées se présentent comme analphabètes ✓ 55% des enfants handicapés de la tranche 6-17 ne sont pas scolarisés 	Sécurité alimentaire	<p><i>De façon générale :</i></p> <p>Les ménages avec une ou plusieurs personnes handicapées sont plus exposés à l'insécurité alimentaire à cause du manque de ressources financières souvent dû à la difficulté d'exercer certains travaux (notamment dans le domaine de l'agriculture ou l'élevage), la discrimination et au manque d'accessibilité aux services engendrant des coûts additionnels.</p> <p>Les personnes handicapées sont plus à risque de malnutrition, à cause du manque d'accès aux services de santé, l'isolement, la détresse et des difficultés physiques d'utiliser et préparer la nourriture dans les contextes de crise²⁷. Les distributions humanitaires, ainsi que les mécanismes de cash sont rarement adaptés aux besoins et capacités des personnes handicapées et le staff humanitaires montrent souvent des comportements discriminatoires.</p> <p>Données Etude HI 2022</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ 40% des personnes handicapées interrogées ont eu besoin d'accès à la protection les six derniers mois ✓ 37% ont eu des difficultés à cause des barrières physiques, du manque de confidentialité et d'information ✓ 68% ont eu des difficultés ou n'ont pu accéder à un soutien psycho social

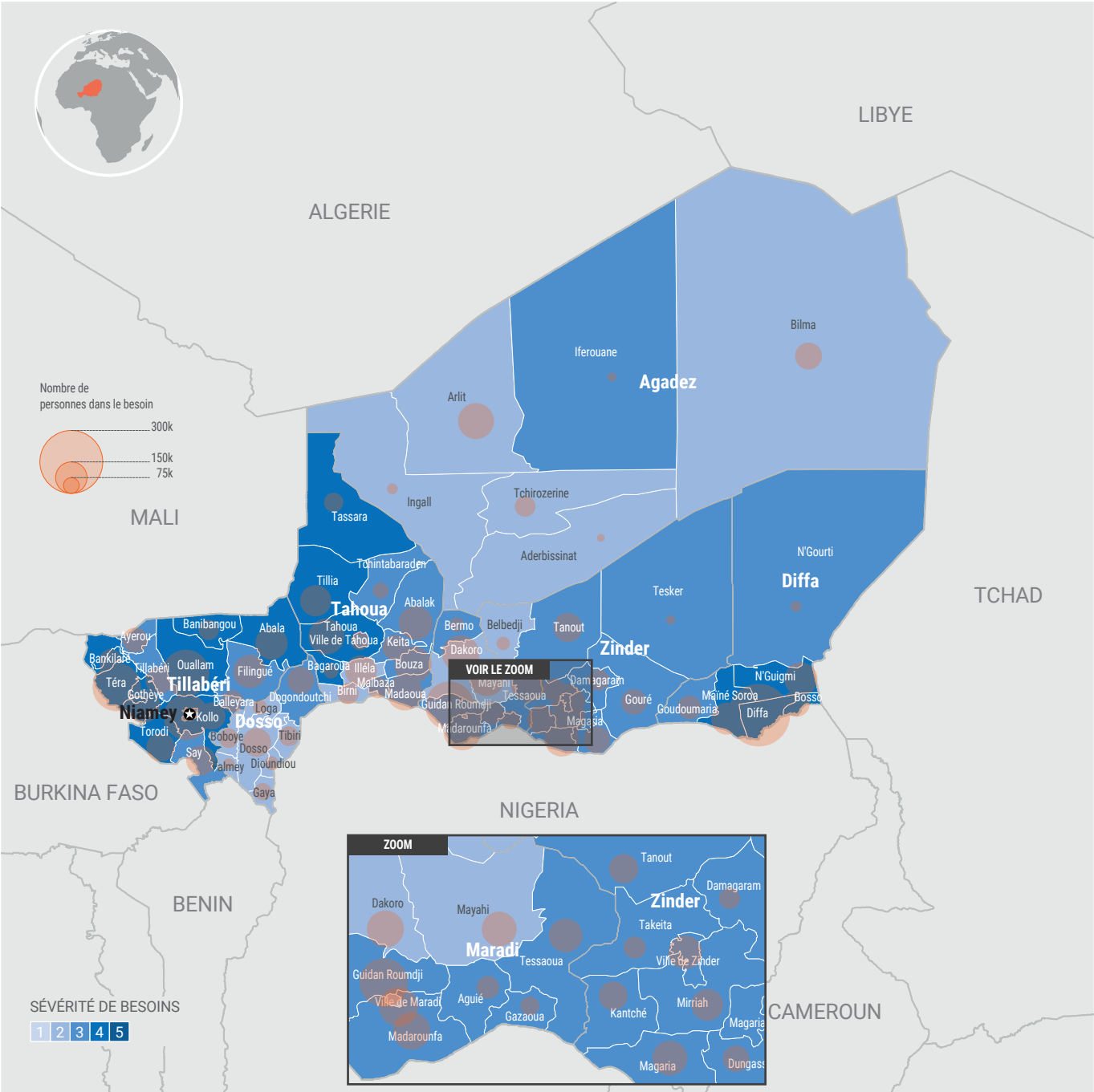
2.3

Nombre de personnes dans le besoin

Chiffres 2023



Sévérité des besoins intersectoriels et répartition des personnes dans le besoin



Personnes dans le besoin par catégorie de population et par département

RÉGION	DÉPARTEMENT	PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES	RÉFUGIÉS	RETOURNÉS	MIGRANTS	POPULATION HÔTE	TOTAL
Agadez	Aderbissinat	-	-	-	-	4 587	4 587
Agadez	Arlit	-	-	-	49 548	49 025	98 573
Agadez	Bilma	-	-	-	27 645	27 353	54 998
Agadez	Iferouane	-	-	-	-	6 001	6 001
Agadez	Ingall	-	-	-	-	8 785	8 785
Agadez	Tchirozerine	-	850	-	2 428	30 068	33 346
Diffa	Bosso	15 400	12 222	3 163	-	23 223	54 008
Diffa	Diffa	90 302	101 562	21 264	18	83 931	297 077
Diffa	Goudoumaria	-	249	854	-	41 915	43 018
Diffa	Mainé Soroa	7 557	6 940	4 196	-	58 509	77 203
Diffa	N'Gourti	-	-	12	-	8 851	8 863
Diffa	N'Guigmi	36 557	9 050	4 762	-	33 312	83 681
Dosso	Boboye	-	-	-	-	28 311	28 311
Dosso	Dioundiou	-	-	-	-	14 898	14 898
Dosso	Dogondoutchi	-	-	-	-	54 662	54 662
Dosso	Dosso	-	-	-	-	61 969	61 969
Dosso	Falmey	-	-	-	-	9 723	9 723
Dosso	Gaya	-	-	-	-	22 836	22 836
Dosso	Loga	-	-	-	-	15 847	15 847
Dosso	Tibiri	-	-	-	-	29 844	29 844
Maradi	Aguilé	-	-	-	-	39 177	39 177
Maradi	Bermo	-	-	-	-	16 424	16 424
Maradi	Dakoro	-	-	-	-	104 714	104 714
Maradi	Gazaoua	-	-	-	-	26 666	26 666
Maradi	Guidan Roumdji	6 997	57 115	-	-	172 309	236 421
Maradi	Madarounfa	11 993	-	-	-	93 770	105 763
Maradi	Mayahi	-	-	-	-	92 548	92 548
Maradi	Tessaoua	-	-	-	-	85 683	85 683
Maradi	Ville de Maradi	-	-	-	49 519	66 108	115 627
Niamey	Ville de Niamey	5 102	4 522	-	980	152 624	163 228
Tahoua	Abalak	-	-	-	-	87 214	87 214
Tahoua	Bagaroua	4 977	-	-	-	12 136	17 113
Tahoua	Birni N'Konni	-	-	-	-	34 209	34 209
Tahoua	Bouza	-	-	-	-	105 427	105 427
Tahoua	Illéla	-	-	-	-	74 704	74 704
Tahoua	Keita	-	-	-	-	50 453	50 453
Tahoua	Madaoua	-	-	3 465	-	93 391	96 856
Tahoua	Malbaza	-	-	-	-	34 914	34 914
Tahoua	Tahoua	553	-	-	-	97 221	97 774
Tahoua	Tassara	15 998	-	-	-	12 323	28 321
Tahoua	Tchintabaraden	-	-	-	-	18 858	18 858

RÉGION	DÉPARTEMENT	PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES	RÉFUGIÉS	RETOURNÉS	MIGRANTS	POPULATION HÔTE	TOTAL
Tahoua	Tillia	27 918	20 627	-	-	25 193	73 738
Tahoua	Ville de Tahoua	-	-	-	4 156	22 387	26 543
Tillabéri	Abala	26 428	17 290	-	-	35 549	79 267
Tillabéri	Ayerou	12 889	12 360	-	-	21 946	47 195
Tillabéri	Balleyara	3 098	-	-	-	34 076	37 174
Tillabéri	Banibangou	11 425	-	-	-	19 886	31 311
Tillabéri	Bankilaré	2 851	-	-	-	38 134	40 985
Tillabéri	Filingué	1 155	-	-	-	82 140	83 295
Tillabéri	Gothèye	13 992	-	-	-	73 286	87 278
Tillabéri	Kollo	1 317	-	-	-	54 853	56 170
Tillabéri	Ouallam	19 570	8 371	-	-	148 065	176 006
Tillabéri	Say	-	-	-	-	66 251	66 251
Tillabéri	Téra	13 600	-	-	-	163 929	177 529
Tillabéri	Tillabéri	28 306	-	-	-	28 398	56 704
Tillabéri	Torodi	18 824	-	-	-	44 543	63 367
Zinder	Belbedji	-	-	-	-	13 673	13 673
Zinder	Damagaram Takaya	-	-	-	-	34 189	34 189
Zinder	Dungass	-	-	-	-	53 450	53 450
Zinder	Gouré	-	-	-	-	49 516	49 516
Zinder	Kantché	-	-	-	28 894	34 307	63 201
Zinder	Magaria	-	-	-	49 625	42 629	92 255
Zinder	Mirriah	-	-	-	-	76 655	76 655
Zinder	Takeita	-	-	-	-	37 280	37 280
Zinder	Tanout	-	-	-	-	64 821	64 821
Zinder	Tesker	-	-	-	-	6 330	6 330
Zinder	Ville de Zinder	-	79	-	75	84 824	84 978
Total		376 809	251 237	37 716	212 888	3 440 834	4 319 484

Personnes dans le besoin par région et par tranche d'âge

SEXE	HOMME			FEMME			TOTAL
Tranche d'âge	Enfants	Adultes	Pers. âgées	Enfants	Adultes	Pers. âgées	
Agadez	57 641	40 670	4 216	58 335	41 160	4 267	206 290
Diffa	157 550	111 162	11 525	159 447	112 501	11 664	563 849
Dosso	66 527	46 939	4 866	67 328	47 505	4 925	238 090
Maradi	229 968	162 258	16 822	232 738	164 213	17 025	823 024
Niamey	45 609	32 180	3 336	46 158	32 568	3 376	163 228
Tahoua	208 481	147 098	15 250	210 992	148 869	15 434	746 124
Tillabéri	280 126	197 648	20 491	283 500	200 029	20 738	1 002 532
Zinder	161 042	113 626	11 780	162 982	114 995	11 922	576 347
Total	1 206 942	851 582	88 288	1 221 480	861 840	89 352	4 319 484

Partie 3 :

Analyse de risques et suivi de la situation et des besoins

3.1

Analyse de risques

Cette section examine les risques potentiels pour les besoins humanitaires des communautés les plus vulnérables au Niger et décrit le scénario le plus probable pour l'année 2023.

Le Niger est en proie à l'insécurité et la violence persistante contre les civils et les forces de défense de sécurité par des acteurs armés opérant dans les zones frontalières avec les pays voisins notamment le Mali, le Burkina Faso et le Nigeria. Cette situation est exacerbée par la pauvreté endémique (extrême pauvreté à 41,8% en 2021²⁸), la forte pression démographique (3,7% par an en 2021²⁹) subies par le Niger, la porosité de ses

frontières, et l'absence d'opportunités économiques viables (16% de chômage³⁰).

Selon les résultats de l'analyse des risques utilisant le modèle INFORM de 2023³¹ (voir tableau ci-dessous), le Niger a le huitième indice de risque le plus élevé au monde et le deuxième du Sahel avec un score de 7,5. Les facteurs de risques et les vulnérabilités des populations varient selon les régions, mais restent en moyenne élevés dans les régions de Diffa, Maradi, Tahoua et Tillabéri. Les capacités d'adaptation sont assez faibles en raison des insuffisances structurelles (indice de manque de capacité d'adaptation INFORM à 7,5).

DIFFA/DIFFA, NIGER

Inondations dans la ville de Diffa, octobre 2022.

Crédit : Protection civile.

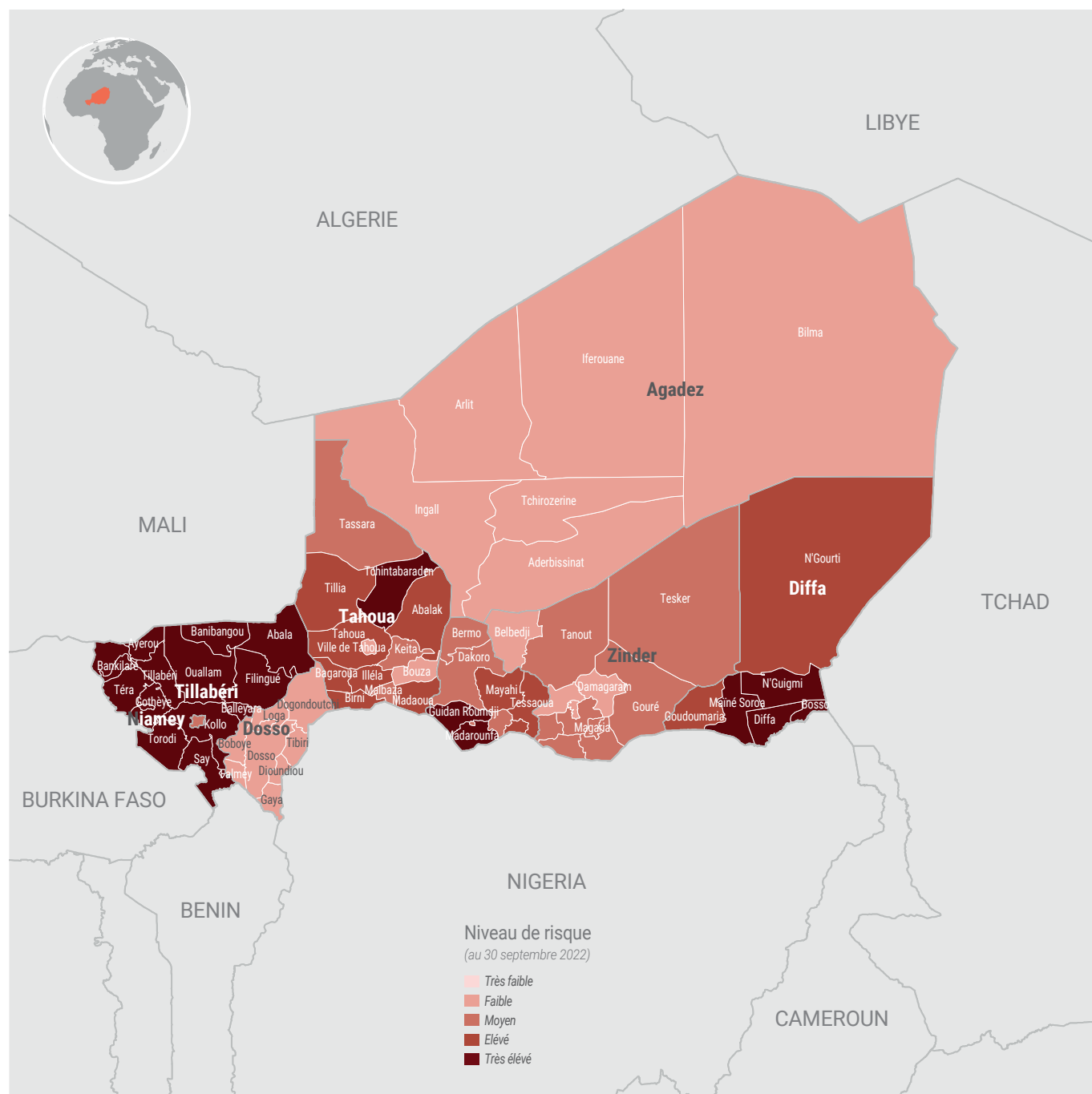


Index INFORM

RISQUE INFORM	DANGER & EXPOSITION	VULNERABILITÉ	MANQUE DE CAPACITÉ D'ADAPTATION
7,5	7,3	7,6	7,5

Pour plus d'informations, visitez :

www.inform-index.org



Afin de définir le scénario le plus probable de l'évolution de la situation humanitaire en 2023, et identifier les risques qui entraîneraient des conséquences notables sur les besoins humanitaires, un cadre d'analyse conjointe des risques a été établi en octobre 2022, à travers des ateliers régionaux et nationaux. Un des objectifs de ce cadre d'analyse était d'identifier les risques les plus fréquents qui affectent le Niger afin de réaliser une évaluation de ces risques combinés et permettre à la communauté humanitaire de mettre en place des mesures pour atténuer leur impact potentiel. Ainsi, quatre risques majeurs ont été retenus notamment la sécheresse, les inondations, les épidémies et les conflits armés.

3.1.1 **Conflits**

Essentiellement alimenté par l'insécurité et les conflits dans les pays limitrophes, notamment le Burkina Faso, le Mali et le Nigéria, les conflits au Niger sont la principale cause des déplacements forcés. L'État islamique au Sahel a concentré ses efforts sur les régions du nord-est du Mali et du Burkina Faso.

Au vu de l'instabilité politique dans ces pays et le vide sécuritaire après le retrait de troupes étrangères, les attaques des groupes armés non-étatiques vont continuer en 2023. ACLED recense 145 cas de violence contre les civils au troisième trimestre 2022³², trois fois plus que durant les deux précédents trimestres, démontrant de nouveaux développements sur le plan de la situation sécuritaire. À Tillabéri et à Tahoua, les groupes armés vont continuer d'affirmer leur présence et leur légitimité en continuant à déstabiliser la région. L'engagement renouvelé dans les conflits locaux a permis aux groupes militants islamistes d'élargir leur champ d'action, de réaffirmer leur influence, de se remobiliser et de gagner des ressources pour se reconstruire. La situation dans le nord-ouest du Nigeria affiche une tendance de détérioration, conduisant à de nouveaux mouvements de réfugiés et déplacés internes dans la région de Maradi. En fin août 2022 dans la région de Diffa, environ 16 000 personnes ont fui les menaces des groupes armés³³, mettant en évidence le risque continue que représente les groupes armés dans le nord-est du Nigéria.

Au cours des dernières années, les conflits intercommunautaires, à Diffa, Bosso, Tillabéri et Tahoua en particulier, ont entraîné une augmentation de la violence contre les civils et de la violation de leurs droits fondamentaux. La fragmentation sociale, notamment due aux tensions entre populations sédentaires et nomades, agriculteurs et éleveurs et les rivalités interethniques, a été exacerbée par les conflits et l'accès aux ressources naturelles de plus en plus insuffisantes, telles que l'eau et les pâturages, notamment à cause des aléas climatiques.

3.1.2 **Sécheresse**

En grande partie entraînés par le réchauffement climatique, les événements climatiques extrêmes tels que la sécheresse et les inondations devraient augmenter en fréquence, aggravant la vulnérabilité des populations. Le pays connaît déjà un climat nettement plus chaud et plus sec, avec des périodes de sécheresse plus fréquentes et plus prolongées. Sur la base des archives historiques au cours des dernières années, il est très probable qu'une période de sécheresse se produise au cours des 12 prochains mois. Le phénomène de désertification dans ces régions, où les forêts ont majoritairement disparu au profit des champs de culture³⁴, couplé à la surexploitation des ressources naturelles³⁵, aggrave l'impact de ces sécheresses récurrentes.

3.1.3 **Inondations**

Selon les données collectées de 1998 à 2017, la fréquence des inondations au Niger augmente. L'insécurité alimentaire chronique et la malnutrition, déjà exacerbées par les vulnérabilités socio-économiques préexistantes, s'en trouvent aggravées. Sur la base des archives historiques et des niveaux élevés d'inondations continues au cours des dernières années, il est très probable que de nouvelles inondations se produisent au cours des 12 prochains mois, dans des zones déjà fortement touchées par les inondations précédentes. Entre 1973 et 2019, environ 2 880 épisodes d'inondations ont été répertoriés, en particulier dans le sud-ouest du pays³⁶. Sur les 24 dernières années, environ 3 115 290 personnes ont été affectées, avec la

plupart des dommages constatés dans la période 2010-2020³⁷. Les capacités d'adaptation des ménages dans les zones à risque sont déjà épuisées, ayant fait face à de multiples chocs au cours des dernières années, aggravant leur vulnérabilité.

3.1.4 Épidémies

Les épidémies de choléra sont récurrentes au Niger. Le choléra a été documenté pour la première fois au Niger en 1971. La tendance générale montre une augmentation annuelle de la fréquence et de l'ampleur des épidémies (Plateforme Choléra) liée à la mauvaise qualité de l'eau et aux mauvaises conditions d'hygiène. Elle est liée à la consommation de l'eau de rivière notamment par les populations riveraines et à la précarité des conditions d'hygiène et d'assainissement. L'hépatite virale E est une maladie du foie dont la voie de transmission la plus courante est la consommation de l'eau de boisson contaminée par les excréments. Cette maladie est endémique au Niger et la dernière épidémie a eu lieu en 2016.

Les cas de paludisme enregistrés entre 2019 et 2021 a augmenté de 25% laissant craindre une augmentation de la maladie (OMS). Au Niger, la résistance croissante aux insecticides imprégnant les moustiquaires, la variabilité régionale de la transmission saisonnière et le climat d'insécurité rendent la lutte contre le paludisme encore plus complexe (The Global Fund 2022).

Au cours des 12 prochains mois, dans un contexte d'inondations et de réduction des mesures de prévention et de contrôle en raison de l'accès limité aux services de santé à cause de l'insécurité, le nombre de cas de paludisme pourrait augmenter de manière significative. Aggravé par des taux élevés de malnutrition, la prévalence de la Malnutrition Aiguë Globale à 12,5% et la prévalence de la Malnutrition aiguë sévère à 2,7%³⁸, et un accès limité aux soins de santé (couverture sanitaire de 52,7% en 2020³⁹), le taux de létalité projeté est susceptible d'être encore plus important pour les maladies transmises par les moustiques.

3.1.5 Scénario le plus probable

Pour 2022-2023, l'analyse des risques fait ressortir une dégradation du contexte sécuritaire régional et interne et une insécurité croissante, marquée par la multiplication des incursions des groupes armés non étatiques et criminels. De nouveaux affrontements sont probables dans la zone des trois frontières (Burkina Faso-Mali-Niger), les départements de Tillia et Tassara (région de Tahoua), la bande sud de Maradi frontalière avec le Nigéria et la région de Diffa au niveau du Bassin du Lac Tchad.

En parallèle, au vu de la fréquence d'apparition de la sécheresse au cours des quatre dernières décennies et les effets du changement climatique, il est probable que le Niger connaisse à nouveau une période de sécheresse en 2023. Des inondations sont également anticipées, à l'impact plus accentué, au vu de l'état de dégradation des sols, à la capacité réduite de rétention d'eau, conduisant à un ruissellement plus important. Les invasions de criquets et autres ennemis nuisibles des cultures, indirectement liés aux conditions climatiques, pourraient aggraver l'impact sur les récoltes et le revenu des ménages.

Alors que le déficit de production céréalière en 2021- 2022 et la hausse des prix alimentaires conduit déjà à une forte baisse du pouvoir d'achat des populations, rendues vulnérables par les précédents chocs climatiques, la pauvreté endémique et l'insécurité, la situation risque de s'aggraver en 2023, au vu de l'impact cumulé et de la faible résilience des populations affectées.

En raison d'une plus faible couverture sanitaire, résultant d'un accès limité des organisations humanitaires et les faibles ressources des foyers, le paludisme, déjà responsable de près de la majorité des décès infantiles, continuera de se propager fortement, en particulier durant la saison des pluies. La pénurie d'eau potable et/ou sa mauvaise qualité, liée aux épisodes de sécheresse et d'inondations et le manque d'infrastructures suffisantes, ainsi que la mauvaise gestion de l'hygiène peuvent également entraîner une résurgence d'épidémies de maladies hydriques.

3.1.6

Conclusion

En conclusion, la situation humanitaire au Niger devrait continuer à se détériorer en 2023.

Ci-dessous les projections sur les communautés, les services et l'accès humanitaire.

Société : Les conflits et la violence vont continuer à entraîner des violations généralisées des droits de l'homme et des problèmes de protection, tels que la violence fondée sur le genre. En conséquence, des déplacements supplémentaires sont attendus, exacerbés par l'insécurité alimentaire et les aléas climatiques. Le nombre de personnes en insécurité alimentaire en phase IPC 3-4 et le taux de malnutrition augmenteront aussi, notamment dans les zones touchées par la sécheresse et les conflits.

Communauté : Les attaques des GANes vont se traduire par une aggravation des risques de protection et continuer à forcer de nombreux ménages à se déplacer à nouveau, surtout dans les régions de Diffa, Maradi, Tahoua et Tillabéri. La contamination de l'eau par les eaux de ruissellement, combinée à la sécheresse, entraînera une plus grande pénurie d'eau et des maladies hydriques. Les aléas naturels et d'origine humaine entraîneront une perte généralisée de pâturages, de réserves de céréales et de nourriture stockées, de terres cultivées, de bétail et de cultures, et de ressources naturelles, ainsi que la destruction et/ou la fermeture d'infrastructures clefs, y compris les routes, les réseaux électriques et de télécommunication et les abris, forçant les communautés à chercher des opportunités de subsistance ailleurs.

Ménage : La violence et les déplacements, ainsi que les aléas climatiques limiteront l'accès aux services, notamment de santé, de nutrition, de logements, d'eau, d'assainissement et d'éducation. L'inflation et la flambée des prix des produits alimentaires et non alimentaires continueront d'éroder la capacité des populations à acheter de la nourriture et d'autres produits de première nécessité. L'accès aux denrées alimentaires restera difficile en particulier pour les ménages pauvres. Ayant fait face à de multiples chocs, parfois simultanément au cours des dernières décennies, les ménages verront leur capacité de résilience considérablement

réduite. En conséquence, l'insécurité alimentaire, la dette, les mariages précoces, le travail des enfants, les déplacements et les stratégies de survie négatives sont projetées d'augmenter.

Individu : Les mauvaises conditions de vie dans les zones de déplacement et les zones affectées par les chocs climatiques, combinées à un accès restreint aux soins de santé et aux services d'eau et assainissement, principalement en raison de contraintes sécuritaires et financières, entraîneront une augmentation du nombre de cas de malnutrition et de maladies transmissibles, telles que le paludisme et le choléra, touchant particulièrement les enfants de moins de cinq ans. Les incursions dans les villages par les groupes armés, et/ou suivies d'extorsions de biens et d'assassinats de personnes continueront de menacer les individus dans les régions de Tillabéri, Tahoua et Maradi. Les personnes vulnérables auront moins accès à la nourriture, l'eau, des logements convenables, aux terres agricoles et à des moyens de subsistance décents. La malnutrition parmi les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et allaitantes augmentera. Le nombre de jeunes filles mariées précocement et le recrutement de jeunes garçons par les groupes armés augmenteront. Les femmes et les filles seront exposées au risque d'exploitation et d'abus sexuels et beaucoup plus d'enfants abandonneront l'école.

Accès humanitaire : L'insécurité, les opérations militaires et les affrontements avec les groupes armés, ainsi que les incidents liés aux engins explosifs improvisés et les attaques contre les acteurs humanitaires continueront d'être des barrières d'accès importantes, surtout à Diffa et Tillabéri. L'état d'urgence imposé dans les départements de Diffa, Tahoua et Tillabéri et l'imposition des escortes continueront d'entraver l'accès des organisations humanitaires aux populations dans le besoin. Les contraintes physiques seront elles aussi importantes, surtout durant la saison des pluies, avec plusieurs kilomètres de pistes inondées impraticables et le manque d'infrastructures routières suffisantes pour permettre un accès sur l'ensemble du territoire.

3.1.7

Actions anticipatoires pour des chocs hors du commun

Il existe une convergence de point de vue que l'aide humanitaire internationale doit passer d'une approche largement réactive à une approche anticipative : planifier la survenue d'une prochaine catastrophe, mettre en place un plan d'action et les financements avant la catastrophe, décaisser les fonds pour agir afin de réduire son impact et donc limiter les besoins humanitaires.

Au Niger, les acteurs humanitaires ont commencé, depuis quelques années, à appliquer une approche anticipatoire, en utilisant des projections de risques (pour les inondations, les sécheresses) afin de déclencher des actions si le seuil d'activation est atteint.

Ces actions anticipatoires sont conçues pour les chocs hors du commun qui ne se produisent pas de manière saisonnière, mais dont la période de retour est de 1 sur 3 ou 1 sur 5 ans.

Les acteurs humanitaires ont développé en 2021 un cadre d'action anticipatoire collectif pour les sécheresses graves au Niger⁴⁰. Ce document est mis à la disposition de la communauté humanitaire pour utiliser les prévisions et les données d'observation portant sur la prochaine saison des pluies, associées à des actions permettant d'atténuer les besoins humanitaires futurs. Ce cadre pilote a été activé en août 2022 et pourra être révisé par les partenaires en 2023 en fonction des leçons apprises.

Ouallam/Tillabéri, Niger

Site de personnes déplacées internes et réfugiés à Ouallam, avril 2022.

Crédit : OCHA/Laura Fultang



3.2

Suivi de la situation et des besoins

La communauté humanitaire à travers le groupe de coordination intersectorielle (ICCG) va continuer d'assurer en 2023 un suivi régulier et périodique qui permettra de comprendre l'évolution de la situation humanitaire, des besoins et de la vulnérabilité des populations dans le besoin, en mettant en place différents mécanismes et indicateurs de suivi des besoins identifiés de manière consensuelle.

Dans ce sens, une base de données développée pour suivre les mouvements de populations (personnes déplacées internes, retournés, réfugiés et migrants) au niveau des localités sera alimentée selon la disponibilité des données officielles mises à jour et fournies par les structures concernées. Parallèlement, la situation des personnes réfugiées continuera d'être monitorée par le HCR à travers ses outils de collecte et de monitoring.

L'outil de suivi des besoins élaboré par le groupe de travail sur la gestion de l'information (IMWG) sera renseigné sur une base mensuelle selon les indicateurs et les sources identifiées par l'Inter cluster. Les données collectées à travers cet outil seront sensibles au genre et à l'âge et permettront de mieux informer la communauté humanitaire sur les changements intervenus depuis l'élaboration de l'aperçu des besoins humanitaires, ainsi que les vulnérabilités spécifiques des différentes catégories de population.

Les évaluations sectorielles qui seront effectuées tout au long de l'année serviront principalement de source de données primaires qui contribueront également à suivre l'évolution de la situation et informer l'aperçu des besoins humanitaires. Les enquêtes nationales EVIAM et Sites Sentinelles, les analyses Cadre Harmonisé ainsi que l'enquête SMART (prévues en mars et novembre 2023) sont autant de sources de données qui serviront à avoir une meilleure visibilité sur l'évolution de la situation et des besoins principalement dans les secteurs de la sécurité alimentaire et de la nutrition (il faut noter que les enquêtes EVIAM et Sites Sentinelles fournissent aussi beaucoup d'informations sur les moyens d'existence, WASH, contexte sécuritaire etc).

La Task force « Evaluations » mise en place par l'ICCG avec l'appui technique de l'IMWG afin de soutenir les initiatives intersectorielles et coordonnées d'évaluations et d'analyse des données sur les besoins humanitaires procèdera à une veille régulière des évaluations menées par les clusters/agences et à l'analyse des évaluations pertinentes disponibles afin de combler les lacunes d'information identifiées au cours de l'année relativement aux besoins des populations.

Dans l'éventualité où une évaluation multisectorielle des besoins (MSNA) serait réalisée en 2023, les résultats de celle-ci permettront de faire ressortir la nature et la sévérité des nouveaux besoins multisectoriels des populations non déplacées et déplacées dans toutes les régions du pays, en s'appuyant sur une revue des données secondaires et la collecte de données primaires au niveau départemental.

Le Marqueur Genre Age (MGA) sera renseigné tant dès la conception des projets qu'au cours des suivis afin de se rassurer de l'inclusion du sexe, de l'âge et du handicap dans les réponses humanitaires.

Un dernier outil de suivi des risques majeurs identifiés par la communauté humanitaire (conflits, inondations et sécheresse) et susceptible d'affecter les populations a été élaboré et sera renseigné de façon périodique. Ce suivi permettra d'anticiper sur les conséquences de leur impact sur les groupes de populations moins vulnérables et d'éviter que ces groupes ne basculent dans une situation de vulnérabilité accrue. Il permettra par ailleurs de faire une projection des éventuels besoins additionnels générés par ces risques.

La mise en place de tous ces mécanismes a pour but d'informer la prise de décision stratégique, ainsi que les partenaires par rapport à l'opérationnalisation et au renforcement de la réponse humanitaire.

Tableau des indicateurs de suivi des besoins

#	TITRE	PÉRIODICITÉ	SECTEUR	SOURCE : RESPONSABLE
1	% de ménages rapportant avoir accès aux BNA essentiels	Trimestriel	GTABNA	GTABNA/RRM/OIM (DTM)/Cluster Protection, Rapports de missions
2	% de ménage habitant dans un abri non-adéquat (type et état de l'abri)	Trimestriel	GTABNA	GTABNA/RRM/OIM (DTM)/Cluster Protection, Rapports de missions
3	% de ménages par statut d'occupation de l'abri rapportant des problèmes en logements, terres et biens (LTB)	Trimestriel	GTABNA/LTB	GTABNA/RRM/OIM (DTM)/Cluster Protection, Rapports de missions
4	% d'enfants de 7-17 ans étaient inscrit dans une école formelle pour l'année scolaire 2021-2022	Annuel	Education	MEN
5	% d'élèves et enseignants affectés par la fermeture et la non-fonctionnalité des écoles liées aux crises humanitaires	Mensuelle	Education	MEN
6	% d'enfants (7 à 17 ans) par département et par principales barrières d'accès à l'éducation	Semestrielle	Education	MSNA
7	% des ménages ayant accès à une source d'eau améliorée	Semestriel	EHA	Rapport/Cluster EHA
8	% de ménages ayant accès à suffisamment d'eau pour boire, cuisiner, se laver, faire le ménage et autres usages domestiques	Semestriel	EHA	Rapport/Cluster EHA
9	% de ménages ayant accès à une infrastructure sanitaire (latrine) améliorée et fonctionnelle	Semestriel	EHA	Rapport/Cluster EHA
10	% de ménages ayant accès à du savon pour le lavage des mains	Semestriel	EHA	Rapport/Cluster EHA
11	Nombre de cas d'enfants de 6-59 mois souffrant de MAS pris en charge	Mensuel	Nutrition	SNIS (DHIS 2) /MSP/P/AS
12	Nombre des cas d'enfants de 6-59 mois souffrant de MAM pris en charge	Mensuel	Nutrition	SNIS (DHIS 2) /MSP/P/AS
13	Nombres d'enfants âgés de 6-23 mois recevant la supplémentation alimentaire	Trimestriel	Nutrition	Rapports d'activité PAM
14	% de ménages déplacés internes + retournés + réfugiés vs populations hôtes	Trimestriel	Protection	Comité de collecte des données sur les PDI/ Protection Monitoring
15	Nombre d'incidents de protection, rapporté	Mensuel	Protection	Monitoring de protection, Evaluation LAM
16	% de ménages avec au moins un enfant mineur vivant à l'extérieur du ménage qui s'est marié et a donc quitté la maison	Annuel	Protection de l'enfant et VBG	MSNA/Protection Monitoring/Evaluation VBG
17	% de ménages dont au moins un membre ne possède pas de papiers d'identité valides	Annuel	LTB	MSNA/Evaluation LTB
18	% de ménages satisfaits par le comportement des travailleurs humanitaires /personnes qui délivrent l'aide humanitaire dans leur zone	Annuel	Protection	MSNA/Evaluation
19	Nombre de femmes enceintes n'ayant pas bénéficié d'un accouchement assisté par un personnel qualifié dans les DS ciblés	Trimestrielle	Santé	
20	Nombre d'enfants de 0 à 11 mois non atteint par le service de vaccination dans les DS ciblés	Trimestrielle	Santé	
21	Nombre de structures sanitaires non-fonctionnelles dans les districts sanitaires ciblés	Trimestrielle	Santé	DHIS2/MSP

#	TITRE	PÉRIODICITÉ	SECTEUR	SOURCE : RESPONSABLE
22	Nombre des personnes en insécurité alimentaire (personne en en phase 3 et plus du Cadre Harmonisé)	2 fois par an (Novembre et Mars)	SECAL	Analyse Cadre Harmonisé Mars 2023 et Novembre 2023 (DNP/GCA/ SAP, PAM, FAO, autres)
23	Marqueur Genre Âge	Trimestriel	Coordination	FTS/ OCHA
24	Nombre de migrants secourus dans le désert	Trimestriel	Migrant	OIM, DTM
25	Nombre de migrants refoulés et rapatriés des pays limitrophes désagregés par sexe et âge	Trimestriel	Migrant	OIM, DTM
26	% de migrants vulnérables enregistré au niveau des points de suivi des flux OIM	Trimestriel	Migrant	OIM, DTM

TORODI/TILLABERI, NIGER

Enfant déplacé interne du site de PDI de Torodi, mai 2022.
Crédit : OCHA/Laura Fultang



Partie 4 :

Annexes

DIFFA/DIFFA, NIGER

Groupe d'enfants déplacés du site de PD de Awaridi, commune de Diffa, avril 2022.

Crédit : UNHCR/Romain Pichon-Sintes



4.1

Impacts intersectoriels

Ces tableaux ci-dessous reprennent, pour chacun des chocs, les principaux impacts intersectoriels, identifiés par les acteurs humanitaires lors des ateliers régionaux,

sur les systèmes, la communauté, les ménages, les hommes, les femmes, les filles, les garçons, les personnes âgées et les personnes handicapées.

Conflits

NIVEAU DE L'IMPACT DU CHOC	PRINCIPALES CONSÉQUENCES ET IMPACTS INTERSECTORIELS	NIVEAU DE L'IMPACT DU CHOC	PRINCIPALES CONSÉQUENCES ET IMPACTS INTERSECTORIELS
Système	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Destruction des infrastructures (écoles, hôpitaux, centres de santé, points d'eau, dégradation de route, réseaux de télécommunication, électricité) ✓ Rupture/limitation des services de base (éducation, santé, eau, etc.) ✓ Accès humanitaire limité, perturbé 	Hommes	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Perte de vies humaines ✓ Torture, enlèvement, blessures, ✓ Troubles psychiques / Détresse psychosociale ✓ Enrôlement forcé des jeunes hommes dans les GANE ✓ Perte ou limitation d'accès aux ressources/moyens d'existence ✓ Accès aux services de base difficile ✓ Blessures et handicaps
Communauté	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Déplacement/mouvement de populations, ✓ Augmentation des risques des maladies tels que le paludisme, le choléra, l'hépatite, ... ✓ Déperdition scolaire ✓ Tensions communautaires ✓ Dislocation du tissu social / perte de cohésion sociale ✓ Pression sur les communautés hôtes ✓ Occupation des terres cultivables au sein de la communauté hôte ✓ Risques de protection ✓ Manque d'accès aux services de base ✓ exactions et menaces contre les élites. 	Femmes	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Perte de vies humaines ✓ Augmentation des violences domestiques ✓ Risques des VBG ✓ Stress post traumatique dépression ✓ Augmentation des femmes veuves et chef de ménage ✓ Déni de ressources et d'accès aux services ✓ Blessures et handicaps ✓ Mécanisme négatif de survie
Ménages	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Déplacement forcé ✓ Perte des logements et moyens de subsistance ✓ Séparation des familles / enfants non accompagnés ✓ Augmentation du nombre de femmes veuves et chef de ménage et des orphelins ✓ Dislocation des ménages- Chef de foyer vulnérable (femme seule, enfant ou personne âgées) ✓ Accès limité aux services sociaux de base du fait de la pression dans les zones d'accueil. 	Filles	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Perte de vies humaines ✓ Scolarité rompue. ✓ Mariage précoce des jeunes filles ✓ Accès limité aux services sociaux de base. ✓ Travail des enfants ✓ Nouvelles responsabilités ✓ Enlèvement, viol et autres formes de violence sexuelle ✓ Stress post traumatique ✓ Traumatisme, blessures et handicaps ✓ Changement de statut (enfant chef de ménage) ✓ Mécanisme négatif de survie

NIVEAU DE L'IMPACT DU CHOC	PRINCIPALES CONSÉQUENCES ET IMPACTS INTERSECTORIELS
Garçons	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Perte de vies humaines ✓ Traumatisme, blessures et handicaps ✓ Scolarité rompue, exode des enfants. ✓ Accès limité aux services sociaux de base. ✓ Stress post traumatique ✓ Exploitation et abus sexuel ✓ Changement de statut social (enfant chef de ménage) ✓ Migration (interne et externe) ✓ Séparation familiale ✓ Mécanismes négatifs de survie (mendicité, vol, etc.) ✓ Enrôlement dans les GANES ✓ Risque de VBG - Viol et autres formes de violence sexuelle
Personnes âgées	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Détresse psycho-sociale, traumatisme ✓ Accès limité aux services de base. ✓ Dégradation de l'état de santé ✓ Perte d'emploi, moyens de subsistance ✓ Enlèvement par le groupe armé ✓ Stress post traumatique ✓ Pertes de vies, blessures et handicaps
Personnes handicapées	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Détresse psycho-sociale, traumatisme ✓ Accès limité aux services de base et aide humanitaire ✓ Dégradation de l'état de santé ✓ Perte d'emploi, moyens de subsistance ✓ Enlèvement par le groupe armé ✓ Stress post traumatique ✓ Pertes de vies, (assassinant) blessures ✓ Risque de VBG - Viol et autres formes de violence sexuelle ✓ Exacerbation de la vulnérabilité des personnes en besoins spécifiques en lien avec tous les secteurs

Inondations

NIVEAU DE L'IMPACT DU CHOC	PRINCIPALES CONSÉQUENCES ET IMPACTS INTERSECTORIELS
Système	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Effondrement des infrastructures hydrauliques (les points d'eau, les barrages, les digues de protections...), lieux de cultes ✓ Destruction des routes, des ponts, centres de santé, écoles, des réseaux téléphoniques et électriques, produits de consommations et pharmaceutiques, contamination des points d'eau, ✓ Occupation des écoles par les déplacés ✓ Inaccessibilité des infrastructures, lieux de cultes
Communauté	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Déplacement/mouvement de populations, ✓ Augmentation des risques des maladies féco-orales tels que le paludisme, le choléra, la fièvre jaune, l'hépatite.... ✓ Déperdition scolaire ✓ Tensions communautaires ✓ Pression sur les communautés hôtes ✓ Occupation des terres cultivables au sein de la communauté hôte ✓ Occupation illégale des terrains ✓ Perte du pouvoir d'achat ✓ Destruction des aires de jeux des enfants ✓ Malnutrition.
Ménages	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Destruction d'aires de cultures et de pâturages / Perte des ressources et moyens de subsistance ✓ Perte des biens matériels, bétail et alimentaires ✓ Perte de l'habitat, provoque des déplacements ✓ Séparation des familles ✓ Vente des biens des ménages ✓ Développement de certaines stratégies de survie (réduction du nombre de repas, endettement) ✓ Réduction du pouvoir d'achat ✓ Augmentation des cas de malnutrition ✓ Effondrement des maisons ✓ Destruction des greniers.

NIVEAU DE L'IMPACT DU CHOC	PRINCIPALES CONSÉQUENCES ET IMPACTS INTERSECTORIELS
Hommes	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Perte de vies humaines ✓ Exode des jeunes hommes. ✓ Perte d'emploi, moyens de subsistance ✓ Anxiété, Stress post-traumatique ✓ Migration (interne et externe) ✓ Mécanismes négatifs de survie (mendicité, vol, etc.)
Femmes	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Perte de vies humaines ✓ Augmentation des violences domestiques ✓ Risques des VBG dans les sites et familles d'accueil ✓ Stress post traumatique ✓ Changement des statut social (femme chef de ménage) ✓ Mécanismes négatifs de survie (prostitution, mendicité, vol, etc.) ✓ Anxiété, Stress post-traumatique ✓ Migration (interne et externe) ✓ Difficultés de gestion de l'hygiène menstruelle et corporelle
Filles	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Perte de vies humaines ✓ Scolarité rompue, exode des enfants. ✓ Mariage précoce ✓ Accès limité aux services sociaux de base. ✓ Maladies hydriques comme le choléra ✓ Risques des VBG dans les sites et familles d'accueil ✓ Stress post traumatique ✓ Changement de statut social (enfant chef de ménage) ✓ Migration (interne et externe) ✓ Séparation des enfants d'avec les parents ✓ Mécanismes négatifs de survie (prostitution, mendicité, vol, etc.) ✓ Difficultés de gestion de l'hygiène menstruelle et corporelle
Garçons	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Perte de vies humaines ✓ Scolarité rompue, exode des enfants. ✓ Accès limité aux services sociaux de base. ✓ Maladies hydriques comme le choléra ✓ Stress post traumatique ✓ Exploitation et abus sexuel ✓ Changement de statut social (enfant chef de ménage) ✓ Migration (interne et externe) ✓ Séparation des enfants d'avec les parents ✓ Mécanismes négatifs de survie (mendicité, vol, etc.)

NIVEAU DE L'IMPACT DU CHOC	PRINCIPALES CONSÉQUENCES ET IMPACTS INTERSECTORIELS
Personnes âgées	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Dégradation de l'état de santé ✓ Maladies hydriques comme le choléra ✓ Anxiété, Stress post traumatique
Personnes handicapées	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Très vulnérables et exposés à cause de leur handicap ✓ Dégradation de l'état de santé ✓ Maladies hydriques comme le choléra, paludisme ✓ Anxiété, Stress post traumatique ✓ Mobilité réduite ✓ Personnes avec des pathologies chroniques (Diabète/HTA, Insuffisance rénale, Néoplasie...etc)

Sécheresse

NIVEAU DE L'IMPACT DU CHOC	PRINCIPALES CONSÉQUENCES ET IMPACTS INTERSECTORIELS
Système	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Tarsissement des points d'eau ✓ Déficit des systèmes de production agropastoraux
Communauté	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Exode des bras valides ✓ Mouvement de population ✓ Pression sur les points d'eau ✓ Famine/insécurité alimentaire sévère ✓ Conflit communautaire, banditisme résiduel.
Ménages	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Déficit alimentaire / Insécurité alimentaire ✓ Déficits fourragers / déficits agricoles ✓ Vente du bétail et d'autres biens ✓ Décimation des bétails ✓ Augmentation de la pauvreté des ménages ✓ Difficultés d'accès à l'eau ✓ Faible pouvoir d'achat ✓ Détérioration de l'état nutritionnel.
Hommes	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Insécurité alimentaire et manque de travail, exode des hommes pour chercher les moyens de subsistance. ✓ Perte en vie humaine ✓ Malnutrition

NIVEAU DE L'IMPACT DU CHOC	PRINCIPALES CONSÉQUENCES ET IMPACTS INTERSECTORIELS	NIVEAU DE L'IMPACT DU CHOC	PRINCIPALES CONSÉQUENCES ET IMPACTS INTERSECTORIELS
Femmes	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Malnutrition des femmes enceintes et allaitant accroissant la malnutrition et maladie des nouveaux nés ✓ VBG 	Ménages	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Impact économique sur les ménages : aggravation de la précarité des ménages, par exemple en raison de l'augmentation des dépenses pour la santé, apparition ou augmentation de la nécessité de mendier, etc; ✓ Stigmatisation/discrimination des ménages qui ont enregistré des cas : impact sur l'intégrité physique (risques d'incidents de protection : violence physique) et mentale (p.e: isolation, violence verbale, menaces). ✓ Impact économique sur la sécurité alimentaire (agriculture).
Filles	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Enfants séparés ✓ Abandon scolaire / déscolarisation ✓ Malnutrition ✓ Départ pour chercher du travail domestique ✓ Exposition au VBG 	Hommes	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Vulnérabilité, perte de capacité, perte d'emploi, anxiété du chef de ménage ; ✓ Plus exposés et vulnérables aux maladies épidémiques ; ✓ Risque d'incidents de protection (par exemple violence domestique); utilisation de mécanismes négatifs de survie, suite à la diminution des ressources du ménage;
Garçons	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Enfants séparés ✓ Abandon scolaire / déscolarisation ✓ Malnutrition ✓ Départ pour chercher du travail domestique 	Femmes	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Vulnérabilité, perte de capacité, perte d'emploi, anxiété du/de la cheffe de ménage ; ✓ Anxiété/traumatisme ; ✓ Surcharge de travail domestique ; ✓ Plus exposées et vulnérables aux maladies épidémiques ; ✓ Risque d'incidents de protection (par exemple violence domestique), utilisation de mécanismes négatifs de survie (y compris les VBG, par exemple le sexe de survie) suite à la diminution des ressources du ménage
Personnes âgées	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Malnutrition ✓ Risque de maladie chronique 	Filles	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Surcharge de travail domestique ; ✓ Anxiété/traumatisme ; ✓ Plus exposées et vulnérables aux maladies épidémiques ; ✓ Détérioration de l'état nutritionnel ; ✓ Risques d'incidents de protection, Utilisation de mécanismes négatifs de survie (y compris les VBG, par exemple le sexe de survie) par suite de la diminution des ressources du ménage ; ✓ Déscolarisation. ✓ Exploitation sexuelle
Personnes handicapées	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Malnutrition ✓ Risque de maladie chronique 		

Epidémies

NIVEAU DE L'IMPACT DU CHOC	PRINCIPALES CONSÉQUENCES ET IMPACTS INTERSECTORIELS	NIVEAU DE L'IMPACT DU CHOC	PRINCIPALES CONSÉQUENCES ET IMPACTS INTERSECTORIELS
Système	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Pression sur les centres de santé et dépassement de la capacité locale de gestion et ressources disponibles ; ✓ Rupture des intrants de prise en charge des cas, non prise en compte d'autres pathologies au profit de l'épidémie ; ✓ Difficultés d'accès pour les personnes les plus vulnérables (personnes handicapées, personnes âgées, etc.). 		
Communauté	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Propagation de la maladie dans la communauté ; ✓ Ralentissement des activités économiques; ✓ Limitation de l'accès à certains points d'eau pendant l'épidémie (mares), ✓ Perte en vies humaines. ✓ Impact économique sur la sécurité alimentaire (agriculture). 		

NIVEAU DE L'IMPACT DU CHOC	PRINCIPALES CONSÉQUENCES ET IMPACTS INTERSECTORIELS	NIVEAU DE L'IMPACT DU CHOC	PRINCIPALES CONSÉQUENCES ET IMPACTS INTERSECTORIELS
Garçons	<ul style="list-style-type: none">✓ Exposés et vulnérables aux maladies épidémiques ;✓ Anxiété/traumatisme ;✓ Détérioration de l'état nutritionnel ;✓ Risques d'incidents de protection, utilisation de mécanismes négatifs de survie (travaux), suite à la diminution des ressources du ménage ;✓ Déscolarisation.	Personnes handicapées	<ul style="list-style-type: none">✓ Exposées et vulnérables aux maladies épidémiques ;✓ Anxiété/traumatisme ;✓ Détérioration de l'état nutritionnel ;✓ Risque élevé de décès ;✓ Discrimination, marginalisation, stigmatisation.
Personnes âgées	<ul style="list-style-type: none">✓ Exposées et vulnérables aux maladies épidémiques ;✓ Anxiété/traumatisme ;✓ Détérioration de l'état nutritionnel ;✓ Risque élevé de décès.		

TORODI/TILLABÉRI, NIGER

Fillette déplacée interne lors de son arrivée à Torodi, mai 2022.
Crédit : OCHA/Laura Fultang



4.2

Méthodologie

4.2.1

PIN Intersectoriel

L'Aperçu des besoins humanitaires (HNO) est un document d'analyse conjointe des besoins humanitaires identifiés au niveau du Pays et constitue la base de l'élaboration du Plan de Réponse Humanitaire (HRP).

Les données sur les besoins humanitaires utilisées pour produire le HNO 2023 ont été collectées à travers différentes évaluations effectuées par les partenaires au cours de l'année 2022, dont principalement, le Cadre Harmonisé, l'enquête nutritionnelle SMART ainsi que l'évaluation MSNA (*Multisectoral Needs Assessment*) effectuée par REACH.

Pour le processus de l'année 2023, le Niger a été identifié comme pays pilote pour utiliser une nouvelle méthodologie d'estimation des personnes dans le besoin (PIN), le JIAF 2.0 (Cadre d'analyse intersectorielle conjoint) qui est basé sur une approche multisectorielle.

Afin de réaliser l'estimation du PIN intersectoriel au Niger, cinq groupes de populations ont été retenus :

1. Les personnes déplacées internes (PDI) ;
2. Les réfugiés ;
3. Les réfugiés retournés ;
4. Les personnes non déplacées (communautés hôtes) ; et
5. Les migrants.

Le choix des indicateurs et de la méthodologie d'estimation de personnes dans le besoin (PIN) a été dans un premier temps effectué par les clusters, et a ensuite servi de base pour le calcul du PIN intersectoriel.

Ainsi, les PIN sectoriels ont été collectés, compilés et comparés au niveau de chaque département, qui constitue l'unité d'analyse géographique retenue pour l'année 2023.

Le nombre maximum de personnes dans le besoin (PIN) pour chaque département est déterminé par le secteur ayant le plus grand nombre de personnes dans le besoin, en considérant que ce dernier ne dépasse pas le nombre total des personnes affectées dans le département et qu'il ne cible pas un sous-groupe de population.

4.2.2

Abris et Biens non alimentaires

Le PIN du secteur, a été estimé en calculant dans un premier temps la sévérité sectorielle ABNA considérant la sévérité maximale des trois indicateurs critiques utilisés pour le calcul des PIN et disponibles dans la MSNA. Ensuite, selon la méthodologie JIAF 1.1, le pourcentage de personnes dans le besoin (sévérités 3, 4 et 5) a été appliqué au nombre de personnes par catégorie de population concernée (PDI, Réfugiés et réfugiés retournés) et par département ciblé. Concernant les populations hôtes, cette méthodologie a été appliquée sur seulement 15% de la population hôte par département pour avoir le PIN de la communauté hôte dans chaque département. Pour les groupes de population non pris en compte dans la MSNA dans certains départements, le pourcentage moyen de la région a été appliqué.

Pour la catégorie des migrants, la méthodologie ci-dessous, présentée par l'OIM et validée par l'ICCG a été appliquée pour déterminer le PIN.

Migrants

Centre de transit : *Les migrants qui séjournent dans les centres de transit par an en moyenne au Niger + FMP : moyenne annuelle des flux entrants + Moyenne annuelle des migrants rapatriés et refoulés + Moyenne annuelle des migrants – Search And Rescue.*

Cette méthodologie repose sur l'hypothèse que tous les migrants bénéficiant des programmes de l'OIM cités ci-dessus sont dans le besoin. Cependant, concernant le

le flux de migrants entrants (FMP), seulement 8% seront ciblés. Ces 8% sont issus des profilages de migrants qui indiquent qu'en moyenne 8% des migrants des FMP sont des personnes vulnérables.

4.2.3 Education

Le PIN du secteur éducation prend en compte les éléments suivants :

- ✓ Tous les enfants en âge d'aller à l'école des départements (7-17 ans) ;
- ✓ Tous les enfants non-déplacés, PDI et réfugiés vivant dans les départements ayant des niveaux de sévérité 3 à 5, soit affectés par l'insécurité, par la non-fréquentation scolaire ou par de mauvaises infrastructures scolaires ;
- ✓ Tous les enseignants des départements affectés par l'insécurité, la fermeture des écoles ou par la mauvaise qualité des infrastructures scolaires ;
- ✓ Le PIN est désagrégé par département, sexe, tranches d'âges et comprend les catégories de population suivantes : communautés hôtes, réfugiés, personnes déplacées internes.

Calcul du PIN au sein des enfant inscrits

Pour obtenir le PIN total pour les enfants inscrits à l'école (Communautés hôtes, PDI, réfugiés), le nombre d'enfants ou la proportion ayant un score de sévérité de 3 à 5 par département et groupe de population a été retenu. Ce chiffre a été appliqué aux données de population de base issues de l'INS et fournies par OCHA et/ou aux données de l'éducation du Ministère de l'Éducation Nationale. Les départements ayant reçu un score de sévérité de 2 sont considérés comme affectés par la crise humanitaire, ceux ayant un score de sévérité de 3 à 5 sont considérés comme faisant face à un besoin en éducation.

Calcul du PIN au sein des enfants hors-écoles

Le PIN pour cette catégorie d'enfants a été obtenu, en prenant en compte les départements en sévérité 3 à 5. Le nombre d'enfants dans le besoin par départements a été obtenu en appliquant le ratio entre la population scolarisable au nombre d'élèves réellement scolarisés par département.

Calcul du PIN au sein des enseignants

Les nombres d'enseignants dans le besoin correspond au nombre total d'enseignants en exercice (des cycles primaire et secondaire) des départements dont le score de sévérité varie de 3 à 5. Ce chiffre pourra être ajusté plus tard suite à un jugement d'experts.

4.2.4 Eau, Hygiène et Assainissement

Mouvement de population

- ✓ Positionnement cluster WASH : Régions de Tillabéri, Tahoua, Diffa et Maradi actuellement affectées par les mouvements de population.
- ✓ Données : Utilisation des données 2022 des personnes en mouvement (Refugiés, PDI et retournés réfugiés) et de la population hôte affectée par ces mouvements (Sources Population INS 2023).
- ✓ PiN : Personnes présentant des besoins en EHA de niveaux de sévérité 3, 4 et 5 suivant la méthodologie de Joint Intersectoral Analysis Framework ressortis par l'évaluation MSNA 2022 soit 1 479 472 personnes dont 466 335 personnes en situation de déplacement (IDP, réfugiés, retournés) et 1 013 138 personnes de la population hôtes affectées. Ainsi les pourcentages des personnes se trouvant dans les seuils de sévérité du niveau 3 à 5 sont multipliés par le nombre de personnes de base par zone et par statut de personnes (PDI, réfugiés, retournés et population hôte affectée). Le PIN correspond à la somme de ces proportions.

Inondations

- ✓ Positionnement cluster EHA : les zones affectées par les inondations.
- ✓ Données : Chiffres 2020 de personnes affectées par les inondations (sources : Direction Générale de la Protection Civile (DGPC)).
- ✓ PiN : Nombre de personnes affectées en 2020 qui est l'année la plus sévèrement affectée depuis plus de 5 ans soit un total de 516 961 personnes sinistrées.

Malnutrition

Interventions WASH-in-NUT pour le cluster EHA :

- ✓ Positionnement du Cluster EHA : dans les départements qui ont enregistré un taux de malnutrition aigüe globale (MAG) au-dessus de la moyenne nationale et dans les départements ayant une présence d'acteurs WASH-in-Nut à travers la fourniture de paquets minimum EHA.
- ✓ Données : Utilisation des données 2022 sur la Malnutrition Aigüe Sévère MAS (sources : Cluster Nutrition).
- ✓ PIN : Estimation des enfants de 0 à 59 mois admis pour le traitement MAS (Malnutrition Aigüe Sévère) et n'ayant pas accès à l'eau potable.

Epidémies (choléra, Hépatite E, COVID-19)

- ✓ Positionnement cluster WASH : dans les zones les plus à risque notamment les districts Hot Spot I choléra, les départements affectés par les mouvements de population et les milieux urbains pour la COVID-19.
- ✓ Données : Chiffre 2019 de personnes affectées par choléra et hépatite E (en collaboration avec le cluster santé)
- ✓ PIN : le cluster EHA se focalise sur le choléra avec 1 cas de choléra = 5 ménages (soit 35 personnes). De manière globale, le chiffre relatif aux épidémies par département est le maximum du chiffre des mouvements de population et de celui des inondations pour éviter un double comptage.

PIN et cibles final EHA

- ✓ PIN : le PIN final EHA est la somme du maximum des PIN des différentes thématiques retenues (Mouvements de populations, Inondations et WASH in Nut) par zone.

4.2.5 Nutrition

L'outil utilisé pour le calcul du PIN Nutrition est le **Nutrition Humanitarian Need Analysis Calculator**. Les données utilisées sont :

- ✓ Population 2023 par tranche d'âge ;
- ✓ Les prévalences chez les enfants et les FEFA de MAG, SAM, cMAG, cSAM, anémie, malnutrition chronique, allaitement exclusif, diversité alimentaire, fréquence de consommation alimentaire, taux de mortalité et taux brut de mortalité ;
- ✓ Le scénario utilisé pour le Niger est le scénario 2 car le taux de MAG est supérieur à 10% ;
- ✓ Les couvertures des programmes de PCIMA ;
- ✓ Les facteurs de correction d'incidence pour SAM et MAM.

Après avoir rentré toutes ces données dans la calculatrice, il nous génère automatiquement les PIN par programme.

Ensuite selon le contexte, on choisit les PIN liés aux interventions que couvre le pays et les cibles selon les ressources mobilisables.

4.2.6 Protection

I. Méthodologie de calcul des personnes affectées, personnes dans le besoin et personnes ciblées

Personnes dans le besoin

Le nombre de personnes dans le besoin de protection est calculé en fonction de la cartographie de sévérité développée par le secteur et selon la méthodologie ci-dessous, qui est propre au Cluster Protection et à chaque domaine de responsabilité.

Ainsi, plus une zone est considérée comme étant dans une situation de protection sévère, plus les populations civiles présentes dans cette zone sont dans un besoin de protection.

Protection générale

ECHELLE DE SÉVÉRITÉ DU CONTEXTE	5	4	3	2	1
PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES	100%	100%	100%	100%	100%
PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES RETOURNÉES/ PERSONNES RAPATRIÉES	100%	75%	50%	25%	0%
POPULATION LOCALE AFFECTÉE PAR LA VIOLENCE ET LES CONFLITS	25%	15%	5%	0%	0%
JUSTIFICATION	<p>Toute personne déplacée interne est en besoin de protection. Les retournés, les rapatriés et la population locale vivant dans les zones de sévérité 2-5 sont affectés par un niveau de violence et d'incidents de protection élevés. Certains retournés et rapatriés peuvent avoir subi un second déplacement après leur retour.</p> <p>Pour les populations locales vivant dans les zones 3-5, le PiN est calculé en prenant le % le plus élevé entre le % base sur l'échelle de sévérité (impact contexte protection) et le % de PDI dans la population d'un département (impact déplacements de population).</p>				

Protection de l'enfance

ECHELLE DE SÉVÉRITÉ DU CONTEXTE					
PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES	100%	100%	100%	100%	100%
PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES RETOURNÉES/ PERSONNES RAPATRIÉES	100%	75%	50%	25%	0%
POPULATION LOCALE AFFECTÉE PAR LA VIOLENCE ET LES CONFLITS	25%	15%	5%	0%	0%
JUSTIFICATION	<p>Tout enfant déplacé interne est en besoin de protection. Les enfants retournés et rapatriés vivant dans les zones 2-5 sont affectés par un niveau de violence et d'incident de protection élevé. Certains enfants retournés et rapatriés peuvent avoir subi un second déplacement après leur retour.</p> <p>Pour les enfants de la population locale vivant dans les zones 3-5, le CiN calculé en prenant le % plus élevé entre le % base sur l'échelle de sévérité (impact contexte protection) et le % de PDI dans la population d'un département (impact déplacements de population).</p>				

Logement, Terre et Propriété

ECHELLE DE SÉVÉRITÉ DU CONTEXTE					
PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES	100%	100%	100%	100%	100%
PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES RETOURNÉES/ PERSONNES RAPATRIÉES	100%	75%	50%	25%	0%
POPULATION LOCALE AFFECTÉE PAR LA VIOLENCE ET LES CONFLITS	20%	10%	5%	0%	0%
JUSTIFICATION	<p>Toute personne déplacée interne est en besoin de protection ; ses droits fondamentaux doivent être respectés et protégés tout au long du processus de déplacement forcé. Les personnes touchées devraient pouvoir disposer d'un foyer sans redouter une expulsion forcée, ainsi que d'un lieu qui offre abri et sécurité et leur permette d'assurer leur subsistance. Les retournés, les rapatriés et la population locales vivant dans les zones 3-5 sont affectés par un niveau de risque élevé de risque d'expulsion et d'insécurité d'occupation de leurs propriétés. Certains retournés et rapatriés peuvent avoir subi un second déplacement après leur retour.</p>				

Violences Basées sur le Genre

ECHELLE DE SÉVÉRITÉ DU CONTEXTE	5	4	3	2	1
PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES	100%	100%	100%	100%	100%
PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES RETOURNÉES/ PERSONNES RAPATRIÉES	100%	75%	50%	25%	0%
POPULATION LOCALE AFFECTÉE PAR LA VIOLENCE ET LES CONFLITS	25%	15%	5%	0%	0%
JUSTIFICATION	<p>Toutes les femmes et les filles déplacée interne sont en besoin de protection de VBG. Les femmes et les filles retournés sont affectés par les risques de VBG et en besoin de protection a des niveaux divers reflétés par les % indiqués dans le tableau. Pour les femmes et les filles des populations locales vivant dans les zones 3-5, le PiN est calculé en prenant le % plus élevé entre le % base sur l'échelle de sévérité (impact contexte protection) et le % de PDI dans la population d'un département (impact déplacements de population).</p> <p>Un pourcentage représentatif d'hommes et de garçons sont également en besoin de protection car à risque de VBG. Pour les hommes et garçons PDI et retournés, sur base des % de calcul pour les femmes et les filles, un pourcentage additionnel s'applique en fonction du niveau de sévérité (1-5) du département (respectivement 1-2-3-5-10%) ; pour les hommes et garçons des populations locales/hôtes un pourcentage s'applique en fonction du niveau de sévérité (3-5) du département (respectivement 1-3-5%).</p>				

Lutte Anti Mine

ECHELLE DE SÉVÉRITÉ DU CONTEXTE	5	4	3	2	1
PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES	100%	100%	100%	100%	0%
PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES RETOURNÉES/ PERSONNES RAPATRIÉES	100%	75%	50%	25%	0%
POPULATION LOCALE AFFECTÉE PAR LA VIOLENCE ET LES CONFLITS	20%	10%	5%	0%	0%
JUSTIFICATION	<p>Toute personne vivant dans les zones de sévérité liées aux engins explosifs 3-5 sont en besoin de protection car exposée au risque lié à la présence d'engins explosifs (REG, mines, EEI), indépendamment de leur 'statut' (déplacés internes /non-déplacés, retournés/ rapatriés et population locale affectée par la violence et les conflits). Un pourcentage représentatif a été établi en fonction du niveau de sévérité et par type de population.</p>				

Le PIN de chaque domaine de responsabilité se mesure par le PIN maximum entre tous les indicateurs pour chaque département et chaque catégorie de population.

Toutefois, dans le secteur de la lutte antimines, l'estimation des populations affectées et le calcul du PIN se fait sur la base du niveau de sévérité par département, mais qui est appliqué à la population seulement des communes du département affectées par la menace explosive.

Ceci permet d'avoir un PIN qui reflète la situation de la menace explosive au Niger.

Le PIN total du Cluster Protection est estimé sur base de la méthodologie pour le Cluster, en vérifiant que le PIN de chaque domaine de responsabilité n'est pas plus élevé dans un département que celui du Cluster global auquel cas, le PIN du Cluster est ajusté en conséquence.

4.2.7 Santé

Le PIN du secteur Santé est estimé de la manière suivante :

- ✓ Population totale de 2023 (INS) répartie par region, département/district sanitaire;
- ✓ Considération de tous les districts sanitaires regroupant les déplacés internes, les réfugiés, retournés et "migrants" comme étant affectés par la crise constituant les zones d'intervention pour le secteur de la santé;
- ✓ Toutes les populations en mouvement comprenant les déplacés internes, les réfugiés, les retournés et les "migrants" vivant dans les zones d'intervention ciblées depuis au plus 6 mois sont considérées comme étant dans le besoin;
- ✓ 20% parmi les populations d'accueil dans les DS dans ces zones ciblées et indirectement affectées sont considérées aussi comme étant dans le besoin;
- ✓ PIN du secteur de la santé : PDI+ Réfugiés+ Retournés+ "Migrants"+ 20% de la population dans les zones d'accueil.

4.2.8

Sécurité alimentaire

L'analyse a été faite sur la base de la version 2.0 du cadre Harmonisé par les membres de la cellule Nationale d'analyse du cadre harmonisé constituée des services techniques de l'Etat, des ONGs nationales et internationales, des organisations de la société civile et du système des Nations Unies (PAM, FAO, UNICEF). L'analyse s'appuie principalement sur les enquêtes nationales sites sentinelles (menée en octobre 2022), les données de l'analyse de l'économie de ménage (HEA) et l'enquête nutritionnelle SMART rapide. Les analyses ont toutes été facilitées par une équipe de facilitateurs nationaux appuyés par des experts régionaux du CILSS, FAO, PAM et Save The Children.

Des facteurs contributifs ont été utilisés pour renforcer les analyses : il s'agit des données collectées par les dispositifs d'informations des ministères sectoriels nationaux : (rapports d'évaluation de la campagne agropastorale ainsi que de suivi de la situation pastorale, rapport données ressources en

eau, prix des denrées, fonctionnement des marchés, insécurité, assistances alimentaires, évolutions des admissions MAS etc.).

4.2.9

Migrants

Le calcul des migrants dans le besoin s'est fait à travers la combinaison de plusieurs sources de données OIM notamment, le Suivi des Flux Migratoires (FMP), les missions de Recherche et Sauvetage dans le désert (SAR), les Convois Officiels, les Expulsions, et les Retours Volontaires Assistés. Partant de ces bases de données, le nombre de migrants dans le besoin a été calculé en prenant en compte les migrants en situation de vulnérabilité. Les migrants considérés être dans le besoin sont ceux secourus dans le désert lors des missions SAR, ceux expulsés et/ou refoulés des pays limitrophes, ceux volontaires pour le retour assisté dans leurs pays et/ou localités d'origine et les migrants vulnérables enregistrés au niveau des points de suivi des flux.

4.3

Lacunes et limitations des informations

En dépit des efforts fournis par les acteurs humanitaires afin de garantir la disponibilité des données à jour et fiables sur la situation humanitaire du Niger, certaines lacunes subsistent notamment en matière de rapportage sur les réalisations des partenaires ou les contributions financières reçues.

En effet, l'implication des partenaires dans le partage de données sur la situation humanitaire et l'utilisation adéquate des outils mis en place pour rapporter ces données sont nécessaires pour prédire l'évolution de la situation humanitaire ou assurer une bonne visibilité des besoins des populations, des réalisations des partenaires et des contributions financières reçues.

En 2022, le sous-rapportage de certains partenaires humanitaires a été l'un des principaux éléments à l'origine de la faiblesse de l'analyse et l'inadéquation entre les informations partagées et la réalité sur le terrain.

Certains outils ont fait l'objet de restructuration en 2022 pour permettre de capturer de façon plus juste des informations à jour et soutenir la prise de décision pour une meilleure coordination de la réponse humanitaire.

Ces outils ont été développés pour améliorer la collecte de données relativement aux thématiques ci-après :

Genre et redevabilité

L'absence de données désagrégées dans les différents rapports d'évaluations continue d'être un défi majeur pour mesurer la manière dont les crises affectent les différentes catégories de personnes vulnérables au Niger. Afin d'apporter une assistance adéquate et appropriée à ces populations, il est nécessaire de prendre en compte les besoins spécifiques de chacun à savoir les femmes, les hommes, personnes âgées, les garçons, les filles et personnes à besoins spécifiques.

Par ailleurs, pour assurer des interventions pertinentes et efficaces, il est indispensable d'impliquer davantage les personnes affectées par les crises dans tous les

aspects des réponses humanitaires (y compris dans les étapes de planification et de prise de décision, les interventions de préparation, la mise en œuvre de la réponse, et le processus de suivi et d'évaluation).

En 2022, les outils communément utilisés pour assurer la collecte de données lors des évaluations et la collecte des informations sur les réalisations ont été restructurés pour inclure la désagrégation des données à travers des questions intégrant les aspects genre et redevabilité. De ce fait, la matrice 3W (Qui fait Quoi et Où), la matrice MHR (Matrice Harmonisée des Réalisations) ainsi que le formulaire d'évaluation multi sectorielle MSA ont pu faire l'objet de cette révision.

La communauté humanitaire au Niger a également mis en place en 2022 des mécanismes pour collecter et analyser de façon régulière les retours d'informations des populations affectées afin d'orienter les prises de décision, adapter les programmes et les activités si nécessaire, et rendre compte des mesures correctives prises.

Mouvements de populations

Le suivi effectif des mouvements de populations reste toujours un défi, compte tenu des nombreux mouvements secondaires et pendulaires enregistrés au cours de l'année, principalement pour les personnes déplacées internes dans les régions de Tillabéri et Diffa.

Les acteurs humanitaires en appui au gouvernement, travaillent à mettre en place de nouveaux mécanismes afin d'améliorer le suivi de la situation en 2023.

Financement humanitaire

A quelques semaines de la fin de l'année 2022, le niveau de financement du plan de réponse humanitaire du Niger (HRP), tel que rapporté sur la plateforme de suivi du financement humanitaire restait relativement faible avec seulement 48% de financement reçu au 25 novembre.

Cette situation est principalement liée au faible taux de rapportage des contributions financières reçues par les partenaires et de complétude des données fournies par les bailleurs. En effet, selon ce qui est ressorti des analyses, les bailleurs financent les projets mais les partenaires qui les mettent en œuvre ne rapportent pas tous les financements.

Plusieurs hypothèses pourraient expliquer le manque d'assiduité des partenaires relativement au rapportage :

- ✓ Difficulté à utiliser ou manipuler les outils de collecte ;
- ✓ Les informations nécessaires pour assurer la triangulation effective des contributions sont incomplètes à leur niveau ;
- ✓ Absence de suivi des financements au niveau des partenaires.

Comparativement à la situation de 2022, il y a toutefois eu une nette amélioration tant au niveau du rapportage sur les projets du plan de réponse humanitaire (PRH) que les projets financés hors PRH.

Les mécanismes et actions correctives mis en place par OCHA Niger en 2022 ont permis d'améliorer le rapportage et suivi du financement humanitaire. Un suivi rigoureux est effectué auprès des bénéficiaires des financements pour les inciter à compléter les informations nécessaires pour la triangulation et la mise à jour de la plateforme FTS.

Contraintes d'accès humanitaire

Au Niger, l'accès humanitaire constitue un défi dans la mise en œuvre des activités liées à l'assistance des populations dans le besoin. Il reste limité dans certaines régions du pays du fait de l'insécurité grandissante, des effets relatifs aux intempéries climatiques notamment les inondations et d'autres facteurs qui entravent l'accès des acteurs humanitaires aux personnes vulnérables d'une part et de ces dernières aux services sociaux de bases d'autre part. L'inaccessibilité à certaines zones rouges biaise les données sur les personnes dans le

besoin, contraignant les acteurs humanitaires à se baser sur des estimations qui peuvent être une sous-estimation des personnes dans le besoin.

Depuis 2021, les acteurs humanitaires au Niger, sous le lead du groupe de travail Accès, organisent chaque trimestre des évaluations des contraintes d'accès humanitaire afin de soutenir le plaidoyer des acteurs humanitaires auprès des parties prenantes pour un accès aux personnes dans le besoin sûr, adapté et sans entrave.

Cet exercice sera renouvelé en 2023, en s'appuyant sur les leçons apprises et à travers des outils de collecte améliorés pour évaluer les axes routiers et monitorer l'évolution de la situation relative aux contraintes d'accès rencontrées par les acteurs humanitaires.

Analyse des besoins humanitaires

Certaines évaluations utilisées pour approfondir l'analyse des besoins humanitaires sont le plus souvent réalisées tardivement par rapport au calendrier du déroulement du processus de l'Aperçu des besoins humanitaires (HNO). Cette situation crée souvent des délais importants entre la disponibilité des résultats des évaluations et l'analyse des besoins, d'où une sous-estimation ou une sur estimation des populations dans le besoin.

Le manque de données récentes sur certaines thématiques clés limite également l'analyse

des besoins. Pour pallier ces insuffisances, les outils de suivi des besoins mis en place en 2022 seront renforcés pour monitorer l'évolution des vulnérabilités des populations au cours de l'année 2023 tout en réduisant les biais et marges d'erreurs associés au format actuel.

Des sources d'information complémentaires, notamment les données qualitatives de missions de terrain et des évaluations de besoins, seront également utilisées pour suivre l'évolution de la situation selon les indicateurs de suivi des besoins qui ont été retenus.

4.4

Acronymes

AAP	Accountability to Affected Populations (redevabilité envers les personnes affectées)	JIAF	Joint Intersectoral Analysis Framework (Cadre d'analyse intersectoriel conjoint)
ABNA	Abris et Biens Non Alimentaires	LTB	Logement, Terre et Biens
ACLED	Armed Conflict Location & Event Data	MAG	Malnutrition Aiguë Global
BNA	Biens Non Alimentaires	MAH/GC	Ministère de l'Action Humanitaire et de la Gestion des Catastrophes
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest	MAM	Malnutrition Aiguë Modérée
CILSS	Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel	MAS	Malnutrition Aiguë Sévère
COMINAK	Compagnie Minière d'Akouta	MEN	Ministère de l'Education Nationale
DGPC	Direction Générale de la Protection Civile	MGA	Marqueur de Genre et d'Âge
DHIS2	District Health Information Software	MHR	Matrice Harmonisée des Réalisations
DREN	Direction Régionale de l'Education Nationale	MSNA	Multi-Sector Needs Assessment (Evaluation des besoins multisectoriels)
DS	District Sanitaire	MSP	Ministère de la Santé Publique
DTM	Displacement Tracking Matrix (Matrice de Suivi des Déplacements)	OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires)
EEI	Engins Explosifs Improvisés	OIM	Organisation Internationale des Migrations
EHA	Eau, Hygiène et Assainissement	OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ENA	Enfant Non Accompagné	PCIMA	Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aiguë
EVIAM	Enquête nationale sur la Vulnérabilité à l'Insécurité Alimentaire des Ménages	PDES	Plan de Développement Economique et Social
FEFA	Femmes Enceintes et Femmes Allaitantes	PDI	Personne Déplacée Interne
FMP	Flux de Migrants Entrants	PIB	Produit Intérieur Brut
FTS	Financial Tracking Service (plateforme de suivi des financements)	PIN	People in need (Personne dans le besoin)
GANE	Groupe Armé Non Etatique	PRH	Plan de Réponse Humanitaire
GTAAP	Groupe de Travail Accountability to Affected Populations	SAM	Severe Acute Malnutrition (Malnutrition Aiguë Sévère)
GTABNA	Groupe de Travail Abris et Biens Non Alimentaires	SAP	Système d'Alerte Précoce
HEA	Analyse de l'économie de ménage	SAR	Search And Rescue
HNO	Humanitarian Needs Overview (aperçu des besoins humanitaires)	SMART	Standardized monitoring and assessment of relief and transitions (suivi et évaluations standardisées des urgences et transitions)
HRP	Humanitarian Response Plan (plan de réponse humanitaire)	SNIS	Système National d'Information Sanitaire
ICCG	Inter-Cluster Coordination Group	VBG	Violences Basées sur le Genre
IDE	Investissement Direct des Entreprises	ZAR	Zone d'Accueil des Réfugiés
IMWG	Information Management Working Group (Groupe de travail gestion de l'information)		
INS	Institut National de Statistiques		

4.5

Analyse sectorielle (liens)

4.5.1 - **Abris et Biens non Alimentaires**

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/niger/document/niger-hno-2023-analyse-du-cluster-abris-et-biens-non-alimentaires>

4.5.2 - **Eau, Hygiène et Assainissement**

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/niger/document/niger-hno-2023-analyse-du-cluster-eau-hygi%C3%A8ne-et-assainissement>

4.5.3 - **Education**

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/niger/document/niger-hno-2023-analyse-du-cluster-education>

4.5.4 - **Nutrition**

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/niger/document/niger-hno-2023-analyse-du-cluster-nutrition>

4.5.5 - **Protection**

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/niger/document/niger-hno-2023-analyse-du-cluster-protection>

4.5.6 - **Santé**

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/niger/document/niger-hno-2023-analyse-du-cluster-sant%C3%A9>

4.5.7 - **Sécurité Alimentaire**

<https://www.humanitarianresponse.info/en/operations/niger/document/niger-hno-2023-analyse-du-cluster-s%C3%A9curit%C3%A9-alimentaire>

4.6

Notes de fin

- 1 PDES 2022-2026, volume II, P : 48
- 2 PDES 2022-2026, Volume 1, P :17
- 3 Rapport Perspectives économiques au Niger Groupe de la banque Africaine de développement
- 4 Annuaire statistique Edition 2020-2021 du ministère des Enseignements secondaires, P : 10
- 5 Rapport de l'ARCEP 2021, p : 34
- 6 Cette section examine les risques potentiels pour les besoins humanitaires des communautés les plus vulnérables au Niger et décrit le scénario le plus probable pour 2023. Entre autres, elle est basée sur les inputs de la communauté humanitaire au Niger lors des ateliers régionaux, l'atelier d'analyse des risques et l'atelier national qui se sont tenus en octobre 2022.
- 7 Banque Mondiale vue d'ensemble, septembre 2022
- 8 Banque Mondiale, 2021
- 9 Banque Africaine de Développement, 2021
- 10 <http://www.anp.ne/article/niger-risque-de-hausse-de-9-du-taux-de-pauvrete-cause-des-impacts-du-changement-climatique>
- 11 OCHA, 5 Janvier 2022
- 12 UNDAF 2019-2021
- 13 United Nations Convention to Combat Desertification, janvier 2018
- 14 Rapport annuel de l'OMS Niger 2021; UNDAF 2019-2021
- 15 Rapport sur la mise à jour de la situation économique du Niger avril 2022 Banque Mondiale
- 16 Base de données de OCHA source DRSP, DREN, DREP SPR, DRA
- 17 Organisation Mondiale de Santé, Banque Mondiale 2011/2014, World Report on Disability
- 18 En 2018, le UNHCR a identifié 27,5 % des Syriens avec handicap lors d'arrivée des déplacés arrivant en Jordanie- UNHCR Vulnerability Assessment Framework
- 19 General Assembly, One Humanity: Shared Responsibility, Report of the Secretary-General for the World Humanitarian Summit, February 2016
- 20 La loi n°2019-62 du 10 décembre 2019 déterminant les principes fondamentaux relatifs à l'insertion des personnes handicapées et son Décret d'application daté du 12 juillet 2021[4], qui précise dans sa Section 5 «*les dispositions relatives à la protection sociale et de l'action humanitaire en faveur des personnes handicapées* »
- 21 Handicap International, Disability in Humanitarian Context – Views from affected people and field organizations (2015). At <https://handicap-international.ch/sites/ch/files/documents/files/disability-humanitarian-context.pdf>
- 22 Handicap International, "Immediate actions to improve prevention and response to SGBV in Dadaab for the emergency. Developed by and extended SGBV Working Group Dadaab", 2011, unpublished Kenya.
- 23 Human Rights Watch, They Stay There Until They Die (2018); Human Rights Watch, Chained Like Prisoners (2015)
- 24 Human Rights Watch, They Stay There Until They Die (2018); Human Rights Watch, Chained Like Prisoners (2015).
- 25 Education in emergencies and protracted crises: towards a strengthened response , Background paper for Oslo Summit , 2015, Susan Nicolai, Sébastien Hine and Joseph Wales (Overseas Development Institute)
- 26 Christopher Talbot, Network for International Policies and Cooperation in Education and Training (NORRAG), Working Paper #3, "Education in conflict emergencies in light of the post-2015 MDGs and EFA agendas." January 2013.
- 27 Children with disabilities may require more time and help to eat if they find it hard to suckle, hold spoons, sit upright, etc. Nora Groce, Eleanor Challenger, Marko Kerac, Stronger Together: Nutrition-Disability Links and Synergies, Briefing Note, UNICEF; and UNICEF (2017), Including Children with Disabilities in humanitarian action. Nutrition (2011), p. 13.
- 28 Banque Mondiale, 26 juillet 2021
- 29 Banque Mondiale, 2021
- 30 Banque Africaine de Développement, 2021
- 31 INFORM Index, 2022
- 32 ACLED, Janvier-Septembre 2022
- 33 OCHA, 2 septembre 2022
- 34 UNDP 2019
- 35 UNDAF 2019-2021
- 36 UNDRR, Disaster Information System, DesInventar, 2019
- 37 Les inondations au Niger, Anadia, 2021
- 38 Rapport SMART, novembre 2021
- 39 Annuaire des statistiques sanitaires 2020
- 40 <https://www.humanitarianresponse.info/fr/operations/niger/document/niger-cadre-de-laction-anticipatoire>

**APERÇU DES BESOINS
HUMANITAIRES**
NIGER